

8026.2
L E T T R E 78

D U N

SEIGNEUR ANGLOIS

A

MONSIEUR W*** TH**

CHEVALIER BARONET, K

*Contenant des reflexions critiques
sur le Plan impartial & raisonné
de Pacification générale & per-
petuelle, publié à Londres le 11.
Novembre 1746.*

*Et les motifs qui doivent engager les Al-
liés à profiter de plusieurs conjonctures
favorables, pour pousser avec vigueur
la guerre contre la Couronne de France.*



A C A M B R I G E

Aux depens de la Compagnie.

M D C C X L V I I

LETTER

SEIGNEUR ANGLAIS

Monsieur Wm. Th.

Chancelier de l'Université

de Paris

Paris le 10 Mars 1789

Je vous prie de m'envoyer

par la poste la somme de

1000 livres

pour le paiement de

la somme de 1000 livres

que vous m'avez promise

de m'envoyer

par la poste

à la fin de ce mois

de Mars

Je vous prie de m'excuser

de ne vous avoir pas écrit

plus tôt

Je suis, Monsieur, avec

respect, votre très humble

serviteur



X

I

S

M

Ca

En

ter
de
de



L E T T R E

D' U N

SEIGNEUR ANGLOIS

A

MONSIEUR W*** TH**

CHEVALIER BARONET,

*Contenant des reflexions critiques sur le
Plan impartial & raisonné de Pacifica-
tion générale & perpetuelle , publié à
Londres le 11. Novembre 1746.*

*Et les motifs qui doivent engager les 'Al-
liés à profiter de plusieurs conjonctures
favorables , pour pousser avec vigueur
la guerre contre la Couronne de France.*

M O N S I E U R ,

NOUS nous étions toujours doutés
que votre cœur couvoit un peu
de Jacobitisme ; mais vous venez
d'arborer publiquement , les é-
tendarts de la Maison de Stuart, en parlant
de son prétendu droit à la Couronne de la Gran-
de-Bretagne, comme d'un droit très-solide.

La Maison de Stuart, dites - vous d'abord,

Argu- renoncera à ses droits sur la Couronne d'An-
 ment con- gleterre. Toute renonciation suppose un
 tre les pré- droit, & exiger cette renonciation seroit de
 tentions de droit, & exiger cette renonciation seroit de
 la Maison notre part reconnoître la réalité de ce droit :
 de Stuart. fausse demarche que le Ministère ne fera
 sans-doute jamais, & qu'il auroit grand tort
 de faire ; puis qu'il est certain que suivant
 les constitutions de la Grande-Bretagne, cette
 Maison, même en supposant sa descendance
 légitime des anciens Rois d'Angleterre, ce
 qui a été contesté, n'a aucun droit sur notre
 Couronne. Pourquoi ? Parceque notre Na-
 tion qui seule possède la pleine propriété de
 cette Couronne, a jugé à propos, pour des
 raisons très-légitimes, d'en oter l'usufruit à la
 Maison de Stuart, pour le transporter dans
 la Maison de Brunswick-Hanovre : Lequel
 transport aiant été confirmé par plusieurs
 Rois, par le consentement unanime des trois
 Roiaumes, & par une longue possession ; il re-
 sulte de cette subrogation de la nouvelle fa-
 mille roiale à l'ancienne, un annéantissement
 total des prétentions antérieures à cette
 subrogation. L'ancienne famille roiale est
 proscrite chez nous. Nous devons la regarder
 comme éteinte ou comme n'ayant jamais existé.
 Point de liaison, point de contrat, point
 de Traité avec elle.

Vous voulez en second lieu, Monsieur,
 que nous achetions cette renonciation, en
 pro-

procurant une indemnité à la Maison de Stuart, & vous indiquez deux moïens de la lui procurer. Il est vrai que vous adoucissez ce que cette proposition a d'absurde, en nous offrant l'idée d'un échange ; mais comptez, Monsieur, que la Nation ne consentira jamais à la cession de deux Conquêtes qui sont la gloire du regne d'Anne Stuart, & les boulevarts de notre navigation dans la Mer Mediterrannée.

Eh ! pourquoi nous demander, Monsieur, des places que la Cour de Madrid ne nous redemande point ? Persuadé que la guerre allumée en Italie par son Père, ou plutôt par sa Belle-mère, est également injuste & ruineuse, & que ses sujets sont absolument hors d'état de la soutenir plus long-temps, le nouveau Roi Ferdinand VI. veut sincèrement la paix. Nous en prescrivons à notre gré les conditions ; & pourquoi exiger de nous que nous l'achetions, lorsque nous sommes en état de la vendre, & de la vendre bien chère ?

N'est-il pas plus naturel au contraire de profiter contre la Nation ennemie du repos de l'Europe, de l'abandon brusque que les François & les Espagnols viennent de faire de la Republique de Gènes, du Duc de Modène, de Don Philippe & de Don Carlos, à tout le ressentiment de nos Alliés victorieux ; de l'Election d'une de nos Créatures à l'Empire Germanique ; de notre ascendant actuel

Raisons

pour la continuation de la guerre.

sur les Cours d'Allemagne qui étoient les plus attachées à la Cour de France, même sur celles en faveur desquelles elle prétend avoir entrepris la guerre ; de nos victoires en Ecosse, de nos conquêtes en Amérique ; des diversions puissantes que nos flottes & nos Alliés font en état de faire en Provence, dans la Bretagne, en Normandie ; de l'état pitoiable où la Marine de nos Ennemis est tombée depuis long-temps, & de l'impossibilité, ou pour mieux dire, de l'incapacité où ils sont de la rétablir jamais sur un pied où cette Marine puisse nous nuire ; n'est-il pas, dis-je, plus naturel de profiter de ces heureuses conjonctures, pour ravir aux François à main armée, ou dumoins pour leur faire lâcher la Flandres, le Brabant, le Hainaut & le Comté de Namur ; pour resserrer cette Nation dans les bornes où elle étoit réduite sous Charles VII. ou dumoins au temps du Traité des Pirenées ; pour la chasser des Indes Occidentales, & pour y étendre les limites de notre propre Empire ; pour rétablir parfaitement & pour assurer pour toujours l'Equilibre entre les principales Puissances de l'Europe ; en un mot pour oter à cette Nation épuisée par ses pertes & par ses propres conquêtes, abandonnée par tous ses Alliés ; dénuée de Conseil, de Généraux & de ressources ; uniquement occupée à parer

par

par la paix qu'elle recherche avec tant d'empressement, le coup mortel qu'il est si aisé de porter à son ambition, pour lui oter, dis-je, non seulement les moïens, mais encore jusqu'à l'envie de remuer jamais plus?

Ainsi, Monsieur, après que nous aurons reconquis pour la Reine de Hongrie, les Pais-Bas Autrichiens; réduit en faveur du Roi de Sardaigne, la Republique de Gènes presque aux termes de celle de Hambourg; après que les Roiaumes de Naples seront rendus à notre fidelle Alliée, après que nous aurons fait de Lille & des autres forteresses tant de la Flandre Françoisse, que du Hainaut François, ce qu'on a fait de Menin & des Places de la Barrière Hollandoise; après que nous aurons rasé Dunquerque, & réduit ce port dangereux à un hameau de pêcheurs; accordons alors la paix à la France. Acceptons, exigeons l'établissement préliminaire que vous avez stipulé pour notre Nation dans les Pais-Bas. Encore nous ne l'accepterons, si j'en suis cru, qu'à condition que nous y ferons joindre Ostende & Nieuport; que nous ferons ainsi executer à la Lettre le Traité d'Hanovre de 1742. à l'égard des avantages qui y sont accordés, tant à notre Nation qu'à la Maison d'Hanovre.

Quant à l'Amérique, point de paix, Monsieur, point de paix, à moins que l'Es-
pagne

gne ne consente que nous continuions à faire directement & par nous-mêmes, ainsi que nous sommes en possession de le faire depuis plusieurs années, le Commerce du Mexique; & bien loin de penser à rendre le Cap-Breton, pensons plutôt à chasser les François de la Terre-neuve & de la Floride, afin de ne plus partager avec cette Nation, la pêche qui se fait en Amérique.

Voilà, Monsieur, sur quel pied il nous convient de négocier pour procurer à la Grande-Bretagne & à ses Alliés victorieux dans tant d'endroits, une paix utile, honorable, solide, conforme à la supériorité avantageuse dont nous jouissons; qu'on n'auroit garde en un mot de nous demander avec tant d'instance, si on étoit en état de pousser contre nous la guerre avec quelque apparence de succès.

Au surplus, votre Plan de Pacification générale contient quelques articles raisonnables, tout le reste n'est qu'absurdité. L'article qui concerne la Barrière des Puissances-Maritimes, est bien. Celui qui propose d'introduire une nouvelle Pragmatique-Sanction au lieu de celle de Charles VI. est encore mieux; ceux que vous avez menagés pour le Duc de Cumberland sont très-justes. Je ne saurois vous pardonner, encore moins adopter aucun des autres.

J'ai l'honneur d'être, &c.

R E P O N S E

D E

MONSIEUR W**** TH****

CHEVALLIER BARONET

A LA LETTRE

D' U N

SEIGNEUR ANGLOIS:

Où ce Chevalier entre dans le detail de quelques fautes politiques commises par la Couronne de France, par celle d'Angleterre, & par la Republique de Holande, par rapport à l'acquisition & à la conservation des Provinces des Pais-Bas, d'une part, & quant à l'établissement d'une Barrière convenable en faveur des Provinces-Unies, d'autre part.

Et où il fait voir la nécessité de profiter des conjonctures présentes, pour proceder au partage définitif des Pais-Bas.

R E P O N S E

MONSIEUR W... TH...

CHATELAIN BARONET

A N L E T T R E

SEIGNEUR ANGLAIS:





R E P O N S E

D E

MONSIEUR W**** TH****

CHEVALLIER BARONET

A L A L E T T R E

D' U N

SEIGNEUR ANGLOIS:

Où ce Chevalier entre dans le detail de quelques fautes politiques commises par la Couronne de France, par celle d'Angleterre, & par la Republique de Hollande, par rapport à l'acquisition & à la conservation des Provinces des Pais-Bas, d'une part, & quant à l'établissement d'une Barrière convenable en faveur des Provinces-Unies, d'autre part.

Et où il fait voir la nécessité de profiter des conjonctures présentes, pour proceder au partage définitif des Pais-Bas.

20. Decembre

1746.

MONSIEUR,



A vénération profonde que j'ai pour votre personne, me rend très-inquiet sur le jugement sévère que vous avez porté de moi à l'oc-

ca-

caſion de mes dernières Brochures. Je me hâte de diſſiper les ſouſçons deſavantageux qu'il paroît que Votre Grandeur a conçus de moi. Ma maxime conſtante, vous devez le ſavoir depuis long-tems, eſt de peſer le pour & le contre avec la même impartialité; & mon but continuel eſt d'éviter l'écueil contre lequel échouent ordinairement les eſprits faux, ou ſuperficiels, ou prévenus. Ils paſſent ſous ſilence, ou ils deguiſent les difficultés d'un projet. J'inſiſte, moi, ſur ces difficultés pour les lever, & pour empêcher que des eſprits mal-intentionnés ne les reſſuſcitent tôt ou tard au deſavantage de ma Patrie. Peu ſatisfait de régler le préſent, je porte mes vûes dans l'avenir; & je ne regarde pas un avantage actuel, une paix actuelle, comme un véritable avantage, ni comme une véritable paix, s'il n'en reſulte pour cette Patrie, & même pour l'Europe entière, un repos permanent & une paix ſolide.

C'eſt ſur ce principe dont je ne me départirai jamais, quelque jugement qu'on porte de moi, que je répondrai avec le temps à tous les articles de la Lettre qu'il a plu à Votre Grandeur de m'écrire. Ceux qui regardent la continuation de la guerre dans les Pais-Bas, me paroiffant les plus importants; c'eſt par eux que je commencerai l'analyſe de cette Lettre.

Vous

Vous parlez, Monseigneur, de profiter de plusieurs conjonctures favorables, pour chasser les François des Pais-Bas Autrichiens à main armée ; *pour reconquerir les Provinces réunies peu à peu à la Monarchie Française ; pour raser Lille & ses autres places frontières.* Ces expéditions sont éclatantes, mais elles sont difficiles. Elles ne peuvent qu'être les suites d'autres expéditions qui devroient naturellement les précéder. C'est de détruire l'Armée qui les couvre, & celles qui peuvent la remplacer, en cas que celle-là fût détruite. C'est de prendre ces Forteresses. Or comme le succès de ces expéditions est très-incertain, ce seroit apparemment renvoyer la paix trop loin, que d'attendre, pour y penser, le succès de ces grandes entreprises.

Il est vrai que notre victoire de Ramillies procura presque dans un seul jour aux Autrichiens, la conquête des mêmes Provinces ; mais la faute que les François firent alors de les abandonner sans coup férir, & sans défendre aucun poste, est-il à présumer qu'ils la feroient encore, supposé que le sort journalier des armes commençât à se déclarer contre eux dans les Pais-Bas ?

Raser Dunquerque & réduire ce port dangereux à un bameau de pêcheurs, est le projet favori de Milord Stairs, & aucun

trait

trait de ses éloquentes harangues, quoiqu'ils soient tous sensés & sublimes, n'a mieux flatté le goût Hollandois & le nôtre. Aussi faut-il espérer que notre Ministère insistera sur un article aussi avantageux à notre Commerce; mais comme cet article ne peut nous être avantageux sans être préjudiciable à la France; il reste à savoir, si le Ministère François ne cherchera pas de son côté, à gratifier sa Nation, & à en prévenir le mecontentement & la haine, en le refusant, de même que nous cherchons à gratifier la nôtre en le demandant aux François; ou dumoins, s'il ne le refusera pas, à moins qu'on ne lui bonnifie ailleurs un dommage de cette nature.

Ajoutons que les Fortifications de Dunquerque, demolies aujourd'hui peuvent être rétablies demain, & ce sera toujours à recommencer. Ne seroit-il pas plus à propos de vuidier une bonne fois ce différend, & de régler qu'après le partage définitif des Pais-Bas, chacune des Puissances qui en auront leur part, pourra, sur son propre territoire, se fortifier à son gré, sans que cela dépende du consentement de ses voisins : Dépendance incompatible avec la Souveraineté cédée à chaque Prince sur son territoire.

Mais pour entrer plus facilement dans la convenance de ce partage, il est nécessaire d'avoir une juste idée des intérêts de la France,

ce,

ce, de ceux de notre Couronne, de ceux de la République des Provinces-Unies, de ceux de la Reine de Hongrie & de l'Electeur Palatin sur ces Provinces, & de ceux de ces Provinces mêmes. Je vais donc entrer dans quelques details historiques relatifs à ces intérêts ; j'indiquerai les fausses mesures prises de part & d'autre par rapport à l'acquisition des Pais-Bas ; & c'est à les rectifier que tend sur-tout le partage que je propose.

Les Provinces des Pais-Bas sont un des Pais les plus favorisés de la Nature par la fertilité du terroir, par le grand nombre de Villages opulentes, par la multitude de leurs habitants, & par une situation très-commode pour le Commerce ; mais ces grands avantages leur sont devenus funestes par la jalousie des Princes, qui, depuis plusieurs siècles, ont voulu en faire la conquête, ou en conserver la possession.

Intérêts de la Couronne de France sur les Pais-Bas, & fautes qui lui en ont fait manquer plusieurs fois l'acquisition.

Elles ont été le berceau de la Monarchie Françoisse dont les premiers Fondateurs cherchèrent moins à s'étendre d'abord sur l'Océan que sur la Moselle, sur la Meuse & sur le Rhin, où ils portèrent leurs armes avec succès, y aiant érigé les Roiaumes d'Austrasie & de Cologne qui durèrent peu.

Ils suivirent le même système jusqu'à Charlemagne, qui, sans l'abandonner, en embrassa un plus grand, & étendit son Empire sur tous les Pais-Bas.

Ses

Ses Successeurs conservèrent long-temps sur elles ou la pleine propriété, ou du moins la Suzeraineté. Les Comtes de Flandres entre autres leur rendoient hommage. Les Rois de France connoissoient des différends de ces Comtes, & ils y ont fait souvent la paix contre la volonté de ces Vassaux. Ils les ont punis de leurs voltes & ils ont confisqué, dans plusieurs occasions, leurs terres pour crimes de rélonie. Ces actes de Souveraineté ne furent jamais révoqués en doute jusques à Charlequint, qui crut se delivrer de cette sujettion par le Traité conclu à Madrid avec François I.

Nos établissemens outremer étant devenus trop dangereux pour la Monarchie Francoise, ses Rois perdirent de vûe la conservation de l'Allemagne & la réunion des Pais-Bas à leur Couronne. Ils s'attachèrent à nous chasser du continent. Ils y réussirent enfin, mais non pas sans rencontrer une vigoureuse résistance, qui mit leur Monarchie à deux doigts de sa ruine. Charles VII. & ses Successeurs ont triomphé de tous les obstacles, & sont venus à bout tantôt par la valeur, tantôt par l'industrie, de nous enlever successivement toutes les Provinces & toutes les Villes maritimes que notre Nation a possédées au delà de la Manche.

Ils n'étoient pas encore tout-à-fait delivrés de

de nous, que d'autres intérêts déterminèrent les Rois de France à porter leurs armes au de-là des Alpes. Lourde faute à mon avis, & que les François ont souvent payée bien cher. L'Italie est leur tombeau, & le sera toujours, quand ils y porteront la guerre sans prendre de plus grandes précautions que celles qu'ils prennent ordinairement en l'y portant. Leurs projets d'établissement en Italie fondé au reste sur les droits les plus justes, leur fit donc négliger, perdre de vue, sacrifier même la réunion des Pais-Bas à leur Monarchie, quoiqu'il s'en faille de beaucoup que le Duché de Milan & le Roiaume de Naples soient pour elle des objets aussi intéressans que l'acquisition de ces Provinces, qu'ils virent même avec indifférence, sortir de leur Maison pour entrer dans celle d'Autriche.

Louis III. Comte de Flandres acquit le Brabant du chef de Marguerite son Epouse, Fille de Jean III. Duc de Brabant, & Marguerite leur Fille unique transporta ces deux Principautés dans la Maison de France par son premier mariage avec Philippe de Rouvre, dernier Duc de Bourgogne de la branche du Roi Robert, & par son second mariage à Philippe le Hardi quatrième Fils du Roi Jean, tige de la seconde branche des Ducs de Bourgogne, qui jouirent de ces Sou-

verainetés jusqu'à la mort de Charles le Hardi tué devant Nanci en 1477.

Après la mort de Charles, les principaux Conseillers de Louis XI. voulurent l'engager à faire épouser Marie Fille de ce Duc par quelque Prince de sa Maison, pour réunir par ce mariage les principales Provinces des Pais-Bas à sa Couronne. *On ne sauroit lui pardonner*, dit Moreri d'après les Historiens de ce Prince, *d'avoir manqué l'acquisition des Pais-Bas, de la Franche-Comté & de la Castille, en manquant le mariage de son Fils ou du Duc d'Orléans avec les héritières de ces Etats.* Mais Louis étoit jaloux de tous les Princes de son sang. Il étoit d'ailleurs entièrement occupé du recouvrement du Duché de Milan & du Royaume de Naples; de sorte qu'il se contenta du Duché de Bourgogne & du Comté d'Artois, qui fut même rendu dans la suite: Ses projets sur l'Italie lui faisant même abandonner le droit de réunion & de consolidation à sa Couronne: Droit qu'il pouvoit faire valoir sur plusieurs parties du Comté de Bourgogne, & auquel il renonça même par rapport au Duché de Luxembourg pour une somme modique. Ses Successeurs immédiats suivirent le même système.

Dès que la Maison de Bourbon fut montée sur le Trône, & s'en fût assuré la possession

pai-

paissible, elle sembla embrasser le système le plus conforme à l'intérêt national, & à son propre intérêt. Henri IV. disoit que quelque vieille & laide que fût l'Infante d'Espagne, il s'en seroit accommodé, pourvû qu'il eût épousé avec elle les Pais-Bas (a). Il avoit connu par sa propre expérience, combien ils sont importans pour attaquer la Couronne de France avec avantage; & il est assez vraisemblable qu'il ne seroit jamais monté sur le Trône, si Philippe II. avoit pû faire agir contre lui les Troupes qu'il auroit pû envoyer au secours de la Ligue, si les guerres civiles des Pais-Bas n'eussent occupé la plus grande partie de ces Troupes.

Avant Henri IV. les dix-sept Provinces seroient tombées sous la domination de la Maison de France, si les jalousies de Guillaume Prince d'Orange, qui vouloit conserver pour lui une partie de ce qu'elles avoient deféré au Duc d'Alençon; la petulance des Conseillers de ce Duc à qui elle attira à Anvers une catastrophe peu glorieuse, les secrets ressorts que Philippe II. fit jouer auprès de Cathérine de Medicis, n'avoient fait avorter les fruits de la Protection que ces Provinces avoient demandée à Charles IX. Le Duc d'Alençon, leur Protecteur,

B 2

après

(a) Mémoires de Sulli, T. II. p. 112.

après s'y être rendu deux fois, & après avoir reconnu l'impossibilité de s'y maintenir en réunissant tant de factions différentes, les abandonna enfin pour toujours, & sa retraite mit fin à son Protectorat.

Né voyant point de jour à chasser les Espagnols des Pais-Bas, Henri IV. se borna au projet de les y affoiblir par la division des dix-sept Provinces; & c'est dans cette vue qu'il secourut de forces & de conseils, les Hollandois à qui il procura une trêve de vingt ans. Son fils Louis XIII. suivit ses traces, mais Louis XIV. mit le dernier sceau à cette division en faisant reconnoître par le Traité de Westphalie, la souveraineté & l'indépendance des sept Provinces-unies; & sous ces trois Monarques les Ministres François ne se sont rendus célèbres & chers à leur Patrie, qu'autant qu'ils ont travaillé avec succès à cette acquisition.

Le même Monarque eût le bonheur d'être très-fidèlement servi en cela par ses Ministres. Quatre fois, il a pû se rendre maître de tous ou de presque tous les Pais-Bas, & ils lui ont échappé tout autant de fois, tantôt pour courir après des futurs contingens, tantôt pour s'être flatté de pouvoir conquérir le tout, enfin par la force supérieure des armes.

Le Comte d'Estrades l'avoit si bien servi

à La-Haie , que de concert avec Jean de Wit , il avoit déterminé les Etats Généraux à lui en ceder la conquête , en ne laissant seulement pour Barrière aux Hollandois , que Nieuport , Ostende , Dam , & Bruges. La ratification de ce Traité fut refusée à Versailles : Autre faute des plus capitales , si elle est vraie , & dont on ne sauroit donner d'autre raison que celle qu'en donne le Comte de Guiche dans le I. Tome de ses Mémoires p. 64. savoir *que comme on ne distingue pas bien nettement les vûes de cette Monarchie , ni le but de ses entreprises , on ne peut aussi rendre une raison bien juste de sa conduite.*

Ce grand Monarque n'oublia rien d'ailleurs pour faire valoir efficacement les droits anciens de sa Couronne , & les droits acquis nouvellement à sa famille , du chef de sa Mère & de son Epouse , sur ces Etats.

Il put aussi se rendre maître des Pais-Bas en acceptant Mastricht & les autres offres avantageuses que les Hollandois lui firent pour terminer la guerre de 1672. Cette seconde occasion fut manquée par le mauvais conseil de Monsieur de Louvois , contre les bons avis de Monsieur de Colbert , qui ne cessoit de représenter que *nous ne devons jamais refuser des offres raisonnables , sous l'espoir d'un plus grand avantage. Car outre qu'il n'est pas du bon-sens de désespérer son*

Ennemi, on sait qu'il ne faut qu'un rien pour faire changer dans un instant les affaires de face. Les événemens justifiaient en plein la sagesse de ce système.

Malgré cette démarche, Louis XIV. ne laissa pas de s'étendre & de se fortifier considérablement dans les Pais-Bas; mais il lâcha encore prise, & ceda par un seul Traité foissante-sept villes, dans l'espérance de reconquerir bientôt de ce côté-là, ce qu'il n'avoit cédé que pour s'aggrandir ailleurs.

Par le second Traité de partage négocié & conclu en 1700. on proposa encore de céder au Dauphin, entre autres principautés, ou les Duchés de Lorraine & de Bar, ou le Duché de Luxembourg & le Comté de Chini; mais le Testament de Charles II. Roi d'Espagne, transmit au Duc d'Anjou, second fils du Dauphin, la totalité d'une succession, dont on ne vouloit céder au Père qu'une partie; & en conséquence, Louis XIV. sous le nom de son petit-fils, prit possession de tous les Pais-Bas Espagnols, sans en excepter la moindre petite partie.

Cette possession étoit si juste, quoique vûe de mauvais œil par les Puissances Maritimes, que Léopold en entreprennant la guerre, ne comptoit en aucune manière de les ravoit ni par les armes, ni par le Traité de Paix, il s'étoit seulement borné au plaisir
de

de faire acheter cher à la Cour de France, ces fertiles Provinces.

Clement XI. ce Pape si entendu dans les affaires étrangères & dans les véritables intérêts des Princes avoit formé un nouveau Plan de partage en vertu duquel les Pais-Bas devoient rester au Dauphin, & je ne puis m'empêcher de dire que rien n'étoit ni plus juste, ni plus sensé, ni plus conforme à l'intérêt national de la Monarchie Françoisse.

C'est alors que les Cours de Vienne, de de Madrid & de Versailles mirent le comble aux fautes politiques qu'elles avoient faites; la première en voulant envahir toute la succession d'Espagne sans le moindre démembrement; la seconde en prétendant la retenir toute entière; la troisième en perdant entièrement de vûe l'intérêt national dont je viens de parler, & en négligeant de ménager un partage qui lui auroit assuré la possession des Pais-Bas, en assurant en même temps à Philippe V. la conservation des principales parties de la Monarchie Espagnole.

La Bataille de Ramillies chassa encore les François de presque tous les Pais-Bas, dont ils ne conservèrent, après avoir été pendant cinq à six ans possesseurs du tout, qu'une pe-

tite partie qui leur fut cedée par le Traité d'Utrecht (a).

La Cour de Vienne a offert dans plusieurs

(a) Il est certain, & il n'est pas difficile de démontrer, qu'un partage de la succession de Charles II. menagé sans altérer beaucoup le dernier Plan qui en avoit été formé par les Puissances-Maritimes auroit été plus avantageux à la Couronne de France & à la Maison de Bourbon même, que tous les avantages qu'on pouvoit raisonnablement attendre de l'inflexibilité avec laquelle ces trois Cours demandoient l'indivisibilité de cette riche succession.

Par le premier plan de partage conclu à La Haie en 1698. le fils aîné de l'Electeur de Bavière, comme petit-fils de Marguerite-Thérèse sœur de Philippe IV. devoit recueillir tout l'héritage de Charles II. à l'exception du Milanois destiné à l'Archiduc Charles second fils de Léopold, & du Roiaume des deux Siciles avec les Isles adjacentes & qui dépendoient de la Monarchie Espagnole, les Places maritimes de la Toscane, le Marquisat de Final, & la Province de Guipuscoa qu'on cédoit au Dauphin. Quel accroissement de Puissance pour la Monarchie Françoisse, si ce plan avoit été exécuté! Elle seroit devenue la maitresse de presque toute l'Italie, & des plus grandes Isles de la Méditerranée.

Mais le second Traité de partage signé à Londres le 3. Mars 1700. & à La Haie le 25. du même mois, lui étoit bien plus avantageux encore, puisqu'à ces principautés on ajoutoit les Duchés de Lorraine & de Bar, pour lesquels on auroit dû mettre la Maison de Lorraine en possession du Milanois; ou le Duché de Luxembourg & le Comté

sieurs rencontres, à Louis XV. un aggrandissement dans ces Provinces, que le Cardinal de Fleuri a toujours rejeté, & il n'est

B 5

pas

Comté de Chiní, auquel cas on offroit le Duché de Milan à l'Electeur de Bavière; ou le Duché de Savoie, le Comté de Nice & la vallée de Barcelonnette, à condition qu'on accorderoit le Duché de Milan au Duc de Savoie. On dispoisoit du reste de la Monarchie Espagnole en faveur de l'Archiduc Charles.

Le Testament de Charles II. que ce partage fait sans sa participation avoit extrêmement irrité, renversa ce projet, & en vertu de ce Testament, Philippe, Duc d'Anjou, second fils du Dauphin, fut mis, après la mort du Roi d'Espagne, en possession de toutes les parties de sa succession, sans en rien excepter. Non seulement il avoit pour lui le droit & la possession; mais encore l'un & l'autre furent confirmés par la reconnaissance de toutes les Puissances de l'Europe, excepté par celle de la Cour de Vienne.

Le Conseil de Louis XIV. qui étoit pourtant bon, & sur-tout alors, ébloui par l'accroissement prodigieux de puissance que cet événement procuroit à la famille royale, ne pensa à rien moins qu'à concilier cet intérêt avec celui de la Nation, & adopta trop aveuglément le système de quelques Espagnols qui ne vouloient pas entendre parler de partage. Il auroit été bien plus prudent au contraire de profiter de la possession, & de plusieurs autres heureuses circonstances pour le rechercher aux conditions suivantes, qu'il auroit aisément obtenues & qui auroient prévenu la guerre.

1^o. Louis XIV. auroit pû insister sur la réunion

pas douteux qu'il ne l'ait rejeté, dumoins dans les deux premières occasions, à l'insçu de son Maître: Voici les faits.

Plu-

nion à sa Couronne de la partie Espagnole du Roiaume de Navarre, de la province de Guipuscoa offerte par les deux Traités de partage, & sur la retention de la Catalogne. Toute l'Europe fut surprise, dit l'Auteur des Anecdotes de la Cour de Rome, en 1704: que ce Monarque laissât échapper une occasion si innocente & si favorable de réunir à sa Couronne, ce roiaume dont on fait que la plus grande partie fut enlevée sur ses Ancêtres, par une usurpation visiblement injuste.

II°. Sur la réunion à la même Couronne, des Pais-Bas Espagnols, qui étoient tous au pouvoir des François. Je sai que cet article auroit rencontré des obstacles de la part des Puissances-Maritimes; mais on auroit dû les gagner en leur accordant, à l'exemple de Léopold, leur part de la depouille de Charles II.

III°. Sur la réunion à la Couronne du Comté de Nice, du Duché de Savoie & de la vallée de Barcelonnette, avec quelques autres arrondissemens du côté de la Provence & du Dauphiné, que le Duc de Savoie auroit échangés de tout son cœur avec le Duché de Milan, le Marquisat de Final, les fiefs des Langhes, & les places maritimes de la Toscane offertes au Dauphin par les deux Traités de partage.

IV°. Sur la retention des Roiaumes de Naples & de Sicile, pour le second fils du Dauphin, accordés au père par les mêmes Traités.

V°. Sur la réunion à la Couronne du Comtat d'Avignon, auquel le Pape auroit préféré sans bal-

Plusieurs symptômes annoncèrent la mort du Roi Auguste , quelques années avant qu'elle n'arrivât. Attentive à mettre tout à profit,

ballancer le royaume de Sardaigne.

VI°. Sur un partage à peu près égal de l'Amérique entre les Couronnes de France & d'Espagne , sauf à faire entrer dans ce partage , les Puissances-Maritimes, auxquelles Léopold ceda tout ce qu'elles pourroient conquérir par leurs flottes dans le nouveau Monde, & qu'on auroit gagnées invinciblement en les mettant en possession actuelle d'une partie de ce que Léopold ne faisoit que leur promettre verbalement.

VII°. Sur le démembrement de quelque province voisine du Portugal en faveur de Jean V. qui ne se liguait contre Philippe , que parce que l'Empereur lui ceda, au nom de l'Archiduc Charles, Badajos, Alcantara, Albuquerque & Valentia en Estramadoure; Baïonne, Vigo, Tuy & La-Gardia en Galice, & tout le País au delà de la Plata en Amérique.

Le tout à condition de mettre l'Archiduc Charles en possession du reste de la Monarchie Espagnole & de ses dépendances dans les Indes Orientales & Occidentales , & en Affrique , avec la clause de retour en tout ou en partie pour la Postérité du Dauphin , en cas d'extinction de la Maison d'Autriche.

Par-là le Dauphin auroit procuré dès-lors un établissement honorable à son second fils, & fortifié extrêmement la Monarchie à laquelle lui & le Duc de Bourgogne, son fils aîné, étoient appelés par leur naissance; au lieu qu'en suivant une route opposée on a sacrifié visiblement l'intérêt de la Monarchie de l'aîné à celui de la Monarchie du cadet.

Par.

profit, la Cour de Vienne pensa à tirer avantage de cet événement, de quelque manière qu'il pût tourner. Charles VI. fit ses pré-

Par-là on auroit prévenu, ou arrêté dès sa naissance, une guerre qui a coûté la vie à plus d'un million d'hommes, parmi lesquels il s'est trouvé au moins plus de cinq-cent mille François.

Par-là on auroit oté aux Puissances Maritimes le prétexte de faire la guerre, puisque par un tel partage le Dauphin auroit eu un lot moins étendu que celui qu'elles lui avoient offert par leurs Traités de partage, & qu'elles auroient eu gratuitement & sans bourse delier, leur part de cette succession en Amérique.

Par là on auroit engagé les Cours de Lisbonne & de Turin à faire cause commune contre celle de Vienne qui se seroit trouvée sans Alliés, & qui n'en acquit que par des promesses qu'il lui étoit alors, & qu'il lui a été dans la suite, impossible d'exécuter.

Par là on auroit empêché la perte de Gibraltar, de Port-Mahon, d'Oran, de plusieurs riches Colonies en Amérique.

Par-là, Philippe V. & sa Postérité auroient eu le droit & la facilité de s'établir en Espagne après la mort de l'Empereur Joseph, & encore mieux après la mort de Charles VI. tant en vertu de la clause de retour apposée à cette transaction, qu'en vertu du règlement contenu dans le second Traité de partage, qui portoit qu'*aucun Empereur ou Roi des Romains ne pourroit posséder en même temps la Monarchie Espagnole; & qui portoit aussi qu'aucun Roi de France ou Dauphin, & par conséquent aucun Aîné des Enfants de France, ne pourroit posséder la Couronne d'Espagne.*

Par-

premières tentatives à la Cour de France, & chargea son Ministre au Congrès de Soissons, je suis fort trompé, si ce n'étoit le Baron de Ben-

Par-là, à la mort de Joseph, ou de Charles son frère, le Roi de France auroit eû l'occasion d'acquérir les Duchés de Lorraine & de Bar, en les échangeant ou avec les Roiaumes de Naples & de Sicile, ou avec les Etats des Maisons Farnèse & de Médicis.

Par-là en un mot, Louis XIV. auroit établi, en procurant à ses descendans des Couronnes honorables, & même celles qu'ils ont obtenues depuis, & sans la moindre effusion de sang, la grandeur de sa propre Monarchie sur les fondemens les plus solides. Elle auroit été forte de ses propres forces, riche de ses propres richesses, inébranlable par le voisinage & par la contigüité de toutes ses parties, & d'autant plus assurée de ses acquisitions, qu'elle les auroit faites du consentement de tous ses voisins. Plus d'enclavement dans son sein. De deux côtés, montagnes inaccessibles, savoir les Alpes & les Pirenées. L'Océan & la Méditerranée à deux autres extrémités : Fleuves rapides, places fortes pour lui servir de Barrière dans les Païs-Bas & sur le Rhin: Commerce devenu plus florissant dans son intérieur & dans les Indes; & quoiqu'elle eût été bien éloignée après cela de pouvoir insulter impunément au reste de l'Europe, elle auroit été d'ailleurs beaucoup mieux en état de se défendre contre toutes ses forces réunies.

La raison pour laquelle l'acquisition de toute la Navarre & des Païs-Bas auroit été plus utile à la Monarchie Françoisse, que l'acquisition de toute la Monarchie Espagnole en faveur d'une bran-

Benterieder, de proposer au Roi Stanislas, qu'en cas qu'il pût obtenir la garantie de la Pragmatique Sanction de 1713. accordée déjà

branche cadette de la famille royale, vient de ce l'accroissement de puissance que la Monarchie Françoisse auroit reçu, auroit été en pur profit pour elle: ce qui n'est point dans le second cas où l'antipathie des Nations, la diversité des vûes & des sentimens dans les Conseils, l'opposition & la jalousie des Ministres & des Généraux, les guerres qui divisent quelquefois les deux branches d'une même Maison, font avorter la plupart du temps les avantages que la Branche aînée se flattoit de recevoir des établissemens qu'elle a procurés à grands fraix à ses branches Cadettes.

Ce n'est pas seulement par les depenses causées par une guerre longue, cruelle, malheureuse, & par la perte de quelques-unes de ses propres acquisitions, que l'établissement d'une Branche cadette de la Maison de Bourbon en Espagne a été très-onéreux à la Monarchie Françoisse; il l'est devenu encore davantage, par l'obligation naturelle que la Cour de Versailles s'est imposée de défendre dans les occasions importantes, mais en pure perte, quoiqu'à grands fraix, les droits & les intérêts de la Cour de Madrid. Réduite au point où elle est, celle-ci ne peut rien entreprendre de considérable, soit pour attaquer, soit pour se défendre, sans le concours de la première: charge aussi inutile qu'onéreuse à la Nation Françoisse, qui est assez puissante pour démêler ses propres intérêts sans l'intervention de celle d'Espagne.

Ce n'est pas que je prétende que Louis XIV. eût dû rejeter le testament de Charles II. mais
tacher

déjà par l'Espagne en 1725. & par la Cour de Munich en 1726. l'Empereur s'engageoit de son coté à faire remettre sur la tête du Roi Stanislas, la Couronne de Pologne, après la mort du Roi Auguste; que de plus il cederoit lui-même le Duché de Luxembourg & le Comté de Chini à la Couronne de France, & qu'il y feroit ajouter la cession des Duchés de Lorraine & de Bar.

Le Ministre Impérial se rendit à Chambor pour communiquer au Roi Stanislas, des propositions si avantageuses au Père & au Gendre. Ce Prince jugea que cette affaire étoit trop importante pour la faire négocier par un tiers; il alla lui-même à Versailles, communiqua au Cardinal-Ministre, les offres de la Cour de Vienne; & le Cardinal

tacher de faire tomber la totalité de la succession d'Espagne sur la tête du Duc d'Anjou, c'étoit entreprendre l'impossible; il auroit infiniment mieux fait de profiter de ce testament pour accroître, arrondir, fortifier la Monarchie devolue à l'Ainé de ses petits-fils, que de courir après l'indivisibilité chimérique de la Monarchie échue au Puiné: fausse demarche qui lui fit perdre l'acquisition des Pays Bas qu'il avoit extrêmement à cœur, & la réunion de toute la Navarre qu'il n'auroit pas dû négliger; puis qu'il pouvoit procurer en même temps à ce Puiné, un établissement très-honorable, & même, ainsi que je l'ai dit plus haut, l'établissement qu'il a eû depuis.

dinal lui repondit fechement que la France ne garantiroit jamais la Pragmatique-Sanction de Charles VI. Le Roi Stanislas auffi furpris que mortifié retourne à Chambor, le Roi Auguste meurt quelque tems après, l'Empereur fait avorter l'élection de Stanislas, & place sur le trône de Pologne, Auguste III pour prix de la garantie qu'il renouvella en 1733. de la Pragmatique-Sanction. Le Beau-père de France perd fa Couronne, & le Gendre n'acquiert par la paix que les Duchés de Lorraine & de Bar, fans celui de Luxembourg qu'on lui avoit offert avec les autres. Le Roi de Pologne vivant peut attester la vérité de cette anecdote qui n'est sûe que de peu de personnes, & qui, selon toutes les apparences, n'est jamais parvenue à la connoissance du Roi de France.

Peu d'années après le même Ministre manqua encore l'acquisition du Duché de Luxembourg.

Charles VI. vit avec une douleur extrême le mauvais succès de la guerre de Hongrie, & auroit tout fait pour sauver Belgrade, ou pour reconquerir cette importante forteresse, cedée malgré lui, & selon ce qu'il a publié, contre ses ordres. Avant que d'être réduit à cette fâcheuse extrémité, on s'adressa au Cardinal de Fleuri pour obtenir quelque secours du Roi de France, avec offre de lui

remettre la forteresse de Luxembourg pour sûreté du paiement. On insinuoit qu'on pourroit l'aliéner, si on vouloit envoyer en Hongrie des secours en hommes & en argent proportionnés à l'importance de cette forteresse. On indiquoit même des moïens pour le faire sans choquer la Porte. Le Cardinal inflexible réjetta tout ; se fit lire deux fois le Mémoire qui lui fut présenté à cette occasion ; & donna pour reponse, que le Mémoire étoit bien conçu, mais qu'on n'avoit pas rencontré son système : préférant le titre sonore de Pacificateur des trois Empires, au profit réel de l'Etat.

Quelques-uns ont voulu faire passer le Cardinal de Fleuri pour un fin négociateur. L'Auteur de *la Cryse de l'Europe* en 1743. l'appelle *le plus grand Ministre qu'ait eû la France*, & le met même au dessus de Richelieu & de Mazarin. Les étrangers qui en ont cette idée, le connoissent mal. En France, en Angleterre, on l'a regardé plutôt comme un Courtisan adroit, que comme un Ministre à grandes vûes. Les Cours de Berlin, de Vienne, de Turin & de Madrid, ni même celle de Londres, ne tombent pas d'accord de cette grande franchise que l'Auteur de la *Crise* vante tant. On ne peut disconvenir aumoins que sa finesse ne soit imperceptible dans ces occasions relatives aux deux Traités qui lui ont fait, auprès de beaucoup

C

de

de gens mal instruits, le plus d'honneur dans le Monde, l'avoit celui de 1738. & celui de Belgrade de l'année suivante. Je ne sai pas comment on peut penser en quelques endroits de l'Europe sur cette matière, mais chez nous, nous ne regardons pour de fins négociateurs, que les Ministres qui menagent des négociations utiles & glorieuses à l'Etat & à leurs Maîtres. C'est sur ce principe, que le Comte d'Avaux à l'égard du Traité de Westphalie, le Cardinal Mazarin au Traité des Pyrénées, le Comte d'Estrades, celui de Morville, & le Marquis de Torci peuvent véritablement passer, & passeront toujours, quoi qu'on en dise, pour des Négociateurs d'une habileté consommée; & nous ne leur préfererons jamais des Ministres qui ont pu épargner mille dépenses & mille affronts à leurs Maîtres & à leur Patrie & leur procurer par la paix des acquisitions plus considérables que celles qu'ils leur ont par hazard, procurées par les armes.

Personne n'ignore les propositions faites en 1741. au même Cardinal, par le Baron de Vassier, & par lesquelles la Cour de Vienne sacrifioit les Pais-Bas à la Maison de Bourbon & à celle de Bavière. D'autres Ministres les auroient peut-être acceptées. Quoi qu'il en soit, on les refusa; mais enfin après tant de refus & tant d'occasions manquées, toutes ces Provinces, à la réserve de la Gueldre Autrichienne & des Duchés de Luxembourg

de de Limbourg sont au pouvoir de cette Couronne. S'y maintenir seroit une chose facile en faisant encore quelques efforts, & malgré toutes les menaces de la Cour de Vienne. Les rendre toutes seroit une aussi grande imprudence, que celle de les avoir refusées en tant d'occasions. S'en réserver une partie, & sacrifier l'autre au bien de la paix, c'est justice & magnanimité.

Voilà les principes dont j'ai fait la base de mon plan de partage, qui ne tend qu'à engager la France à en évacuer la meilleure partie; qu'à mettre une barrière invincible à son ambition, en cas que dans la suite elle voulût y rentrer; mais qui tend aussi à la dédommager des frais de la guerre, à l'indemniser de l'évacuation de la plupart de ces Provinces, & à lui accorder une forte barrière contre ceux qui entreprendroient de lui enlever tôt ou tard la partie qu'on ne peut pas raisonnablement empêcher de lui céder.

Après avoir examiné les intérêts de la France dans ce Partage, j'examine les nôtres.

La Nation Angloise n'a pas agi plus conséquemment par rapport aux Pais-Bas; que n'ont fait, en différens temps, certains Ministres François.

Intérêts
de la Couronne
d'Angleterre à l'égard des
Pais-Bas,
& fautes
qui lui ont

Après que nous eûmes perdu la Guienne & toutes les autres Provinces que nous avions successivement acquises outremer; nous nous

fait man-
quer les
occasions
de s'y é-
tablir.

maintinmes pendant longtemps dans quelques Villes de Picardie & des Pais-Bas. A la fin tout nous échappa par l'indolence de quelques Rois, ou par la vénalité de leurs Ministres.

Henri VIII. vendit Tournai en 1519. pour six-cent-mille écus à paier en douze ans. En 1546. Edouard VI. vendit Boulogne pour quatre-cent-mille écus. Le Duc de Guise enleva à Marie en 1554. Calais, Ville que les Anglois avoient conquise en 1347. & conservée avec le plus grand soin pendant 207. ans, & au moien de laquelle ils se vantoient de tenir à leur ceinture les clefs de la France. La prudence d'Elisabeth avoit réparé avantageusement la négligence de Marie; mais la mauvaise politique de Jaques I. nous fit tout perdre. C'est sous son règne & pendant les troubles qui agiterent celui de son Successeur, que les Hollandois étendirent infiniment leur Commerce au préjudice des Portugais, des Espagnols & même du nôtre.

Cromwell qu'on pourroit mettre avec justice au rang des Héros les plus respectables, si la naissance lui avoit donné le rang que lui procurèrent la dissimulation & des armes injustes; Cromwell, dis-je, travailla à regagner dans les Pais-Bas, un peu du terrain que notre Nation y a perdu, & à arrêter les progrès immenses que faisoit le Commerce des Hollandois. Le Protecteur réussit dans l'un

& dans l'autre : Dans le premier, en se faisant céder en 1658. par la Couronne de France, le port de Dunquerque conquis sur les Espagnols : ce qui fut exécuté par Louis XIV. même qui se rendit exprès sur les côtes de Flandres : Dans le second, en déclarant la guerre à la Republique de Hollande, qu'il se feroit même, dit un Auteur témoin oculaire (a), rendue tributaire, si la Flotte Angloise avoit poursuivi dans les ports de la Republique, la Flotte consternée par la mort de Tromp, & s'il eût seulement continué la guerre.

Le but du Protecteur avoit toujours été de réunir la Republique de Hollande à celle d'Angleterre, dont l'autre n'auroit été qu'une simple Province ; mais il manqua alors son coup, & l'occasion d'y réussir ne se présenta plus sous son Protectorat.

Charles II. auroit pû y parvenir ; Louis XIV. sauva cette Republique en se déclarant pour elle contre l'Angleterre pendant la guerre de Munster. La marche des Armées Françoises empêcha trois ou quatre Princes Allemands *de se jeter à corps perdu sur le territoire de la Republique* ; mais le trait qui déshonora le plus le règne du Monarque Anglois ; c'est la vente de Dunquerque, que
Louis

(a) Le Comte de Guiche.

Louis XIV. retira de ses mains en 1662. pour cinq millions de livres, avec ses forts, ses Magasins, & toute l'Artillerie.

Depuis ce temps-là, nous avons trouvé plusieurs occasions de nous établir dans les Pais-Bas, mais nous les avons toutes manquées. La Reine Anne, par exemple, y auroit obtenu de la Cour de Vienne, les places qu'il lui auroit plu de demander ; si elle eût consenti à continuer la guerre contre la Couronne de France, & cette Couronne, de son côté, en auroit fait autant pour la détacher de la Cour de Vienne. Cet objet ne vint pas seulement à la pensée d'aucun de nos Ministres. Nos Troupes se mirent en possession, le 16. Juillet 1712. de Gand & de Bruges ; Dunquerque reçut une Garnison Angloise : le tout fut évacué sans en retenir un pouce de terre. On se contenta d'exiger que les Fortifications de cette dernière place seroient rasées.

Notre prudent Monarque a remédié à cette négligence par le Traité d'Hanovre de 1742. Il s'y fit accorder des Places dans les Pais-Bas, en dedommagement des subsides qu'il accorderoit à la Cour de Vienne. Il pensoit à assurer pour toujours cet établissement à la Couronne, en prenant à sa solde des Troupes nationales, qui, mêlées avec les Troupes Angloises, auroient mieux défendu la

la Barrière quelle n'a été défendue.

Le premier article de mon Plan de Pacification remplit efficacement cet objet, dont vous paroissez avoir l'accomplissement fort à cœur ; mais malheureusement cet article rencontrera de grandes difficultés : Il a revolté généralement tous les Hollandois & tous les François.

A-t-il oublié, ont dit ceux-ci en parlant de moi, les guerres longues & sanglantes, que le génie belliqueux, inquiet, ambitieux, haumant, remuant de sa Nation suscita autrefois, dans le continent, contre la Couronne de France ? A-t-il oublié que la conquête de Calais fut un des plus heureux coups de partie, que nos Ancêtres & les Guiles aient jamais faits ; & que cette perte fut comme un coup de poignard qui donna le coup mortel à la Reine Marie ? Ignore-t-il enfin que la cession de Dunquerque à Cromwell auroit répandu sur le Ministère du Cardinal Mazarin, un éternel opprobre, si l'habileté avec laquelle il négocia le Traité des Pirenées, n'avoit lavé cette tache ; & que le rachat de cette place fut une des époques les plus mémorables du dernier règne ?

Il n'a donc pas lu nos Histoires, disent les autres ; s'il les avoit lues, il y auroit appris combien le joug que la Reine Elisabeth nous imposa, en exigeant que nous lui don-

nassions en otage, pour prix des secours que nous lui demandions, les Villes de Flessingue, de la Brille, de Ter-Veer, nous fut à charge. Combien cette cession nous devint fatale, par l'abus que les Gouverneurs Anglois firent de leur autorité, par l'influence que ce voisinage leur donnoit sur nos délibérations, au préjudice de nos intérêts & de notre liberté ; avec combien de joie les Provinces-Unies se virent delivrées de ce joug par l'habileté du vertueux Barneveldt, sur qui Jacques I. se voyant la dupe de la prévoyance de ce grand Ministre, dechargea toute sa colère, & qui le persecuta jusqu'à la mort, & même l'auroit persécuté jusqu'à l'infamie, si les hommes de la vertu & du caractère de Barneveldt pouvoient mourir avec infamie.

Parler après cela de rappeler les Anglois dans notre continent, c'est parler de semer dans les Pais-Bas, sous ombre de Pacification, le germe de guerres éternelles.

Voilà ce qu'on pense au delà de la mer de cet article de mon Plan ; & vous parlez, Monseigneur, de revolter davantage les esprits, en proposant de faire ajouter à Bruges & à Gand, Ostende & Nieuport.

Il est constant que l'antipathie secrette produite par les jalousies de Commerce, que les Hollandois ont contre nous, n'est guère
moins.

moindre que l'antipathie déclarée qu'ils ont contre la Nation Françoisé : Témoins les temps où leurs Ministres prioient publiquement dans leurs Sermons *que Dieu les délivrât de leurs deux grands Ennemis , les François & les Anglois.* (a)

Pour vous ouvrir naïvement mon cœur, je vous avouerai que je crains que nous ne viendrons jamais à bout de vaincre la repugnance des Hollandois sur cet article. J'apprehende qu'ils ne nous préviennent ; & s'ils le faisoient, j'en serois marri, mais dans le fond je ne saurois les blamer. (b)

Quant à la France, privée d'une de ses plus importantes Colonies, consternée par le mauvais succès de toutes ses Escadres, alarmée par les préparatifs que nous faisons pour la Campagne prochaine, embarrassée par nos diversions, elle consentira apparamment à tout, pourvu qu'on lui rende le Cap-Breton & la paix, ou qu'on se ligue avec elle, pour lui procurer l'un & l'autre.

Cependant, je pense qu'il est inutile de lui demander la restitution de Nieuport ; nous ne l'obtiendrons jamais de cette Couronne ; parce que cette cession nous mettroit en état

(a) Memoires du Comte de Guiche T. I.

(b) Voyez une Brochure intitulée *Entretien sur divers sujets de Politique*, &c. I. Entretien.

état d'attaquer Dunquerque avec trop d'avantage. Ainsi, il lui faut laisser Nieuport, La-Fléche & Furnes, qui lui sont absolument nécessaires pour couvrir sa frontière de ce côté-là, & en même temps pour applanir une partie des difficultés qui s'opposeroient à notre acquisition d'une partie de la Flandres.

Il n'est pas douteux qu'un pareil établissement ne soit selon le génie de la Nation Angloise, & ne lui convienne infiniment, soit pour nous assurer d'un entrepôt très-commode pour le transport de nos marchandises dans les Pais-Bas & en Allemagne, soit en ce qu'il arracheroit pour toujours à nos Ennemis des places dont ils peuvent faire en temps de guerre un mauvais usage contre nous; soit en détruisant jusqu'à la racine la Compagnie d'Ostende qui peut ressusciter un jour, si les Pais-Bas sont rendus par la paix à la Cour de Vienne, ou s'ils tombent sous la puissance d'un Souverain particulier, ou si la France vient à bout de s'y maintenir par la force des armes; mais ce qui achève de démontrer l'utilité de cet arrangement en faveur de notre Nation, c'est la repugnance avec laquelle les François s'y prêteroiient; c'est l'opposition qu'il rencontreroit de la part des Hollandois, fins Commerçans s'il y en eût jamais dans le monde, & qui ne manqueront pas apparamment de travailler à le faire échouer

chouer en menageant cet arrangement pour eux-mêmes, en quoi, je le repète, je ne saurois les blâmer. (a)

Après avoir examiné les vûes & les intérêts des Couronnes de France & d'Angleterre sur les Provinces des Pais-Bas, & les fautes faites par ces Couronnes contre ces intérêts & ces vûes ; il est naturel de faire la même opération à l'égard de la Republique des Provinces-Unies. Je vai m'en acquiter avec la même franchise. Je sai que vous aimez beaucoup cette Nation, & que vous prenez beaucoup d'intérêt dans ce qui la regarde ; je ne l'aime pas moins que vous, & ses intérêts ne me sont pas moins à cœur. Je l'estime même, & en général je fais plus de cas de ses mœurs, de son génie & de son caractère, que du génie, du caractère & des mœurs de tous les autres Républicains de l'Europe.

Je m'abstiens de toute reflexion sur la conduite qu'il leur a plu de tenir dans les conjonctures présentes ; ont-ils trop fait ? en ont-ils fait assez ? Questions inutiles à mon dessein. Il ne s'agit que d'examiner si les Hollandois ont toujours embrassé & suivi,
par

(a) Voiez sur la même matière la Brochure citée plus haut.

par rapport à leur Barrière, le système le plus conforme au véritable bien de la République. Or il me paroît qu'il suffit de faire les demandes suivantes pour décider la question.

Interêts
des Hol-
landois
dans l'éta-
blissement
d'une Bar-
rière pro-
pre.

Vaut-il mieux prendre pour Barrière le país d'autrui, que d'acquérir en propre une forte Barrière? Vaut-il mieux se constituer dans de grands fraix & s'épuiser insensiblement, pour garder le país d'autrui, que de se borner à garder ce país devenu propre, non seulement à des fraix beaucoup moindres, mais encore à des fraix qui n'absorberont pas à beaucoup près les revenus de cette nouvelle Barrière? Vaut-il mieux se décharger sur d'autres Puissances d'une partie du soin de garder la Barrière, que d'être seul chargé de tout ce soin? Il ne faut pas être grand Politique pour répondre cathégoriquement à ces questions. Or les Hollandois ont pris jusqu'ici, par rapport à leur Barrière, le parti le plus onéreux, le plus sujet aux inconveniens, ils n'ont donc pas embrassé & suivi le système le plus conforme aux véritables intérêts de la République. Démontrons cette vérité par un detail abrégé de quelques faits historiques, & par de courtes reflexions qui accompagneront ce detail.

Lorsque les dix-sept Provinces s'unirent à Gand, & soutinrent cette Confédération à main

main Armée, elles n'avoient en vûe que de s'affranchir de la tyrannie du Cardinal de Granvelle, du joug de l'Inquisition, du fardeau des Garnisons étrangères, du Despotisme qu'on vouloit y introduire au mepris des Etats & de leurs privilèges. Elles vouloient corriger les abus du gouvernement Espagnol, mais non pas s'en soustraire entièrement: Première faute politique qui fit échouer cette Union. On ne fit les choses qu'à demi, aussi ne réussit-on qu'en partie. La mésintelligence regna toujours parmi les Chefs; de sorte qu'il ne fut pas difficile à Alexandre Farnèse, un des plus vaillans guerriers qu'il y ait eû au monde, de faire avorter une entreprise commencée à demi, & mal conduite.

L'Union d'Utrecht se forma des tristes débris de celle de Gand, & se maintint après beaucoup de revers, dans l'heureuse indépendance dont elle jouit encore. Dès qu'elle fut bien affermie au dedans, son premier soin fut de se former une Barrière du côté de l'Empire. La mort de Jean - Guillaume Duc de Clèves, lui en offrit une belle occasion, qu'elle ne laissa pas échapper. C'est dans cette vûe que les Hollandois mirent Garnison dans plusieurs places fortes de ce Duché, savoir Orfai, Wesel, Emmerik, Burik & Rhéés. Elle y ajouta, à titre de conquête, quelques forteresses dépendantes d'autres

Sou-

Souverains : Premières fautes politiques par rapport à la Barrière. Il falloit abquérir de la Maison de Brandebourg, ou de quelque héritier de Jean-Guillaume, quel qu'il fut, possédant ou autre, un titre de propriété sur ces places, qu'on ne retenoit qu'à titre de bienfaisance, & malgré le Prince qu'on regardoit comme la véritable propriétaire. Dans ce cas là, Louis XIV. qui s'en rendit la maître en 1672. n'auroit pas eu le prétexte de le rendre au propriétaire qui les reclamoit (a) & les Hollandois auroient été fondés à se le faire restituer par le Traité de Nimègue, quoiqu'ils ne purent point parvenir, faute d'un titre légitime.

Après s'être fait une Barrière de ce côté de l'Empire, on eût recours, du côté de l'Oostfrise, à un expédient à peu près semblable, & qui a eû dans la suite, à peu près le même succès.

La conquête de Maastricht en formoit une suffisante du côté de Liège & de Limbourg, mais il en falloit une contre la France, & depuis Maastricht jusqu'à la mer. On pensa d'abord à rectifier ce qu'il y avoit de défectueux dans l'Union de Gand. On forma un projet hardi, mais magnifique, & dont le but étoit de delivrer pour toujours du joug

Esp

(a) Tout lui fut rendu excepté Wesel & Rhén

Espagnol les dix Provinces qui ne sont pas comprises dans l'Union d'Utrecht. L'Evêque Burnet en parle en ces termes.

„ Halleluin de Dort, juge de la Cour de
 „ Hollande, me raconta que lorsque l'Archiduchesse Isabelle-Claire-Eugénie vint sur
 „ l'âge, un grand nombre de Membres de son
 „ Conseil, redoutant les misères auxquelles
 „ la Flandre seroit exposée tout de nouveau,
 „ si elle retomboit sous la domination d'Es-
 „ pagne, prirent le dessein d'y former une
 „ République. Ils se proposèrent pour mo-
 „ dèle les Cantons Suisses entre lesquels l'u-
 „ nion dans le civil subsiste malgré la diffé-
 „ rence des Religions. Ils communiquèrent
 „ leur dessein au Prince Frédéric-Henri d'O-
 „ range & à quelques Membres des Etats,
 „ qui y donnèrent leur approbation ; mais
 „ ils jugèrent nécessaire avant tout d'y enga-
 „ ger le Roi d'Angleterre (Charles I.) Le
 „ Prince d'Orange dit donc à son Ambassa-
 „ deur qu'on méditoit une affaire de la der-
 „ nière conséquence mais qu'il falloit
 „ que le Roi eût la bonté de promettre le
 „ dernier secret. Le Roi le promit & le
 „ Prince d'Orange lui envoya le plan tout
 „ entier de l'entreprise qu'on projettoit. Le
 „ secret fut mal gardé, & le plan fut envoyé
 „ à la Cour de Bruffelles. Un des Ministres
 „ d'Etat en perdit la tête, & plusieurs qui
 „ pri-

„ prirent l'alarme à temps, furent obligés
 „ de s'enfuir en Hollande, &c. ?

Ce projet a été renouvelé de nos jours. Pendant l'administration provisionnelle des Puissances Maritimes & pendant le séjour que notre Comte de Cadogan fit à Brusselles, il invita à un grand repas, les principaux Membres de la Noblesse, du Clergé, & du Tiers-Etat de Brabant. Le projet dont je viens de parler, fut mis sur le tapis. On en débattit à fond *inter pocula & calices*, les inconvéniens & les avantages. On revint plusieurs fois à la charge. La Noblesse & le Tiers-Etat y donnoient presqu'unanimentement les mains ; mais la disposition contraire du Clergé fut cause qu'il ne fut plus parlé de l'érection de cette République, ou plutôt de la réunion des dix Provinces Espagnoles, aux sept autres Provinces.

Le mauvais succès de ce projet sous le Prince d'Orange Frederic-Henri, ne fit pas perdre de vue aux Etats-Généraux, l'établissement d'une forte Barrière dans les Pais-Bas Espagnols. Le célèbre Jean de Wit qui prevoit l'orage qui fondroit dans ces Provinces après la mort de Philippe IV. voulut s'assurer de cette Barrière, en negociant avec le Comte d'Estrades le Traité dont j'ai déjà parlé, & en vertu duquel la Couronne de France cedit à la Republique Nieuport, O

tende , Bruges , Dam & le haut quartier de Gueldres. Les Etats - Généraux abandonnoient le reste à cette Couronne, également déterminés à ce partage par les conjonctures délicates où ils se trouvoient alors & par une sage prévoyance d'un avenir plus critique encore. Cependant un Traité si avantageux fut rejeté, selon le Comte de Guiche, par la Cour de Versailles: démarche qu'il a été impossible aux bons Politiques, de justifier, je ne dis par des raisons solides, mais non pas même par des raisons seulement plausibles.

De-Wit avoit bien choisi. Les places qu'il avoit obtenues en Flandres formoient une excellente Barrière aux Etats-Généraux & contre la France, & contre l'Angleterre; mais il y avoit, ce me semble, une faute dans son système. Tandis qu'il avoit eû soin de fortifier extrêmement la tête & la queue de la Barrière, il en avoit trop négligé le centre, & les François maitres de tout le Brabant Espagnol, & nommément d'Anvers & de Liars, qu'ils auroient fortifié, auroient été des voisins trop dangereux & trop proches de Breda, de Boileduc & de Bergh-op-Zoom.

Après cette époque, la Republique borna ses soins à tenir les François éloignés de ses frontières, en faisant cause commune avec les Espagnols pour la défense des Provinces intermédiaires, jusques au Traité de Riswick,

en vertu duquel elle mit des Garnisons dans Luxembourg & dans d'autres places fortes des Pais-Bas.

Deux fautes dans eet arrangement. La première : Pourquoi s'embarasser de garder Luxembourg, qui est plutôt une Barrière de l'Empire que des sept Provinces-Unies? La seconde : Pourquoi négliger d'acquérir la propriété des autres places où on mettoit Garnison? Si la Republique avoit acquis cette propriété, la France qui avoit alors & qui a eû depuis un besoin extrême des Hollandois, auroit respecté leurs places ; au lieu que n'ayant sur elles aucune hypothèque, leurs Garnisons faillirent au commencement du siècle à être arrêtées prisonnières de guerre, & elles l'auroient été si l'Electeur de Bavière ne les avoit pas sauvées.

Les succès de la guerre qui s'alluma alors, firent renaitre ces occasions offertes & manquées tant de fois. Les Hollandois demandèrent aux Conférences de Gertruydenberg, pour Barrière, Furnes, Lille, Tournai, Mons & d'autres places. Telle étoit la consternation de la Cour de Versailles, qu'on leur auroit alors tout accordé, si on n'avoit pas accompagné cette demande, d'autres propositions que tout le monde fait, & s'ils s'étoient voulu prêter à vaincre l'inflexibilité de la Cour de Vienne. Nouvelle faute politique

dont

dont ils eurent lieu de se repentir; puisqu'ils furent obligés de se contenter d'une Barrière plus foible, savoir de Furnes, Ypres, Menin, Tournai, Dendermonde, Charleroi & Namur. Cette Barrière leur fut accordée par le Traité d'Anvers de 1715.

Dans ce Traité si avantageux en apparence, la République perdit de vûe ses véritables intérêts; & pour soutenir qu'une Barrière de cette nature entraineroit tôt ou tard la ruine de la République, des gens clairvoians n'ont pas attendu que les événemens aient justifié cette vérité. „ Aussi devons-nous être
 „ surpris, dit un Ecrivain moderne déguisé
 „ sous le nom d'un Seigneur Hollandois,
 „ Lettre L. que la Campagne (de 1744.) se
 „ soit ouverte par l'attaque de nos Barrières,
 „ si toutefois nous pouvons donner ce nom à
 „ des Places qui nous sont bien plus à charge
 „ qu'elles ne nous sont utiles? Ainsi le pen-
 „ soit un des plus grands hommes & des plus
 „ habiles Politiques qu'ait produit notre Re-
 „ publique. *Que de longues & cruelles*
 „ *guerres*, écrivoit-il à un de ses amis, *n'a-*
 „ *vous-nous pas eû à soutenir pour l'acqui-*
 „ *sition, ou pour la conservation de ces*
 „ *Barrières? Et cependant de quelle uti-*
 „ *lité nous sont-elles? Que ne nous coute*
 „ *pas cet entretien? Que de travaux né-*
 „ *cessaires pour les garder? Que d'ar-*
 „ *gent*

„ gent qui se transporte par conséquent,
 „ hors du Pais, pour n'y pas rentrer ?
 „ Mais le plus grand mal, c'est que ces
 „ mêmes Barrières nous mettent continuel-
 „ lement à la veille de prendre les armes.
 „ Et n'est ce pas là le but que semble s'être
 „ proposé la Maison d'Autriche en nous
 „ cedant ces places en otage ? Que cette
 „ Maison soit attaquée, nous voilà comme
 „ obligés d'unir nos forces aux siennes, &
 „ cela même souvent sans attendre que les
 „ Ennemis aient porté la guerre en Flan-
 „ dres. ”

Le Traité d'Anvers de 1715. obligeoit la
 Cour de Vienne à entretenir de son côté,
 un certain nombre de Troupes ; à fournir
 trois cent - mille florins par an pour diminuer
 la charge de l'entretien des Garnisons Hollan-
 doises, & à plusieurs autres choses dont elle
 n'a pas tenu une seule. Bien plus, elle a con-
 stamment refusé à ces Garnisons jusqu'à la
 permission de se recruter dans les Provinces
 à la garde desquelles ces Garnisons étoient
 destinées.

Enfin, cette Cour a porté l'ingratitude jus-
 qu'à chercher chicane à la République, au
 sujet de ces Garnisons, à former des griefs,
 à faire des plaintes, à présenter des Mémoi-
 res menaçans. Si les Hollandois avoient ou-
 blié ces faits, je pourrois les renvoyer aux

Congrès d'Anyers & de Lille de 1737. & 1738. & au Mémoire présenté à leurs Hautes-Puissances par le Comte de Sintzendorf au mois de Mai 1737. Ce Mémoire est trop important pour être encore oublié par les Hollandois qui ont véritablement à cœur la prospérité de leur Patrie. Nos intérêts n'y étoient pas mieux menagés que ceux de la Republique.

N'auroit-il pas mieux valu se faire ceder la propriété de quelques-unes des places ou des Provinces, qu'on n'a tenues qu'à titre de gardien & à titre précaire, avec la propriété d'autres places fortes ou de conséquence, contigües au territoire de la Republique? Les revenus du Pais auroient remboursé des fraix occasionnés par l'entretien de leurs Garnisons. Ces Fortereffes n'auroient pas déperî, comme elles ont fait, par la négligence du Propriétaire. En cas de rupture entre les Cours de Versailles & de Vienne, les Armées Françaises auroient respecté le territoire de la Republique, ainsi qu'elles l'ont respecté ailleurs, & cela les auroit tenues plus éloignées de son sein. En un mot, sans s'exposer à aucune depense extraordinaire qui les épuisoit sans profit, ils seroient parvenus plus sûrement au but qu'ils se propofoient par le choix de places si onéreuses.

Mon plan d'une nouvelle Barrière repare

en partie le mauvais succès de l'Union de Gand & du projet dont le Prince Frederic-Henri déplora toujours l'inexécution. Il augmente le nombre des Provinces-Unies, d'une Province qui par son étendue, par le nombre, & par la force de ses villes, couvrirait les autres, & seroit par-là au moins la seconde quant à la force, quoique la dernière de l'Etat, quant au rang.

L'ouverture que je propose, rectifie le défaut que j'ai remarqué dans le Plan de De-Wit, en ce que ma nouvelle Barrière seroit aussi forte dans son centre qu'aux deux ailes, en adoptant néanmoins l'essence de ce Plan, qui tendoit principalement à confier à une des Puissances-Maritimes, la garde de Nieuport, d'Ostende, de Dam & de Bruges pour en éloigner, humainement parlant, la France pour toujours.

Mon plan fournit un moyen de fortifier cette Barrière par l'adjonction de notre Couronne : Adjonction qui rendroit cette Barrière infiniment plus forte & plus respectable, puis qu'il est évident que ce qui seroit gardé par les deux Puissances-Maritimes, seroit mieux gardé que ce qui ne le seroit que par une. J'ai déjà dit que cette raison n'est pas universellement goûtée dans les Provinces-Unies, ni dans les autres Provinces des Pais-Bas. Que les Parties intéressées proposent

sen un meilleur expédient, & j'y souscrirai
volontiers.

L'érection d'une huitième Province, ou si
l'on veut, la simple acquisition d'une Barrière
en propre, obvie à tous les inconveniens des
Traités de Ristwick & d'Anvers. Ces inconve-
niens consistent à garder en pure perte, les
villes d'autrui, à être exposé au *désespoir des*
Peuples prétendus foulés; à recevoir ainsi
que nous le fîmes en 1737. des Mémoires
menaçans, dictés, à ce qu'on prétendoit,
par l'honneur & par la conscience. (a)

En-

(a) J'ai cité plus haut le fameux Mémoire du
Comte de Shtzendorf, du mois de Mai 1737. il
n'est pas hors de propos d'en donner ici un ex-
trait.

D'abord ce Ministre y rappelle le Traité de
Munster, & dit que „ quand par ce Traité, non
„ seulement on termina une longue & sanglante
„ guerre entre Philippe IV. & Messieurs les E-
„ tats Généraux des Provinces-Unies des Pais-
„ Bas, mais même qu'on jeta les fondemens
„ d'une union plus étroite entre les parties con-
„ traintes, on étoit si éloigné de vouloir assu-
„ jeter l'une d'entre elles à un Tarif ruineux,
„ tandis que l'autre restoit libre de le regler
„ selon son bon plaisir, qu'au contraire on convint
„ de plusieurs articles tendans à faciliter le trafic
„ entre les sujets & les habitans des Pais de leur
„ domination." Sur quoi on cite les articles 8.
10. & 11. de ce Traité.

„ Une juste & équitable réciprocité étoit la ba-
„ se de toutes ces dispositions, continue-t-on,

Enfin je laisse entre la Barrière des Hollandois & celle de France, un Etat intermédiaire, qui separera ces deux Barrières. Il est vrai

„ & on ne doutoit pas alors en Hollande, que
 „ ce seroit travailler à sa propre destruction, que
 „ de vouloir oter à un Païs ami & voisin, les moïens
 „ de subsister, ou de supporter le fardeau nécessaire
 „ faire pour sa sûreté & sa défense.

„ On suivit d'abord de part & d'autre, les principes
 „ qu'on vient d'indiquer, & pour prévenir
 „ tout ce qui pourroit mettre obstacle à la bonne
 „ harmonie, ou au Commerce, un Tarif de Marine
 „ fut conclu dès l'année 1650.

„ Les Païs-Bas Autrichiens avoient alors beaucoup
 „ plus de ressources, qu'ils n'en ont à présent,
 „ puisque le Commerce qui leur étoit interdit
 „ d'un côté, étoit recompensé de l'autre,
 „ par la part qu'ils avoient à celui d'Espagne.
 „ Non obstant ces ressources, Messieurs les Etats-
 „ Généraux ont tellement pris à cœur leur con-
 „ servation, que souvent ils n'ont pas ballancé
 „ de se charger de presque tous les fraix de leur
 „ défense, sans rien exiger pour cela de leurs
 „ habitans.

„ L'Empereur ne perdra jamais le souvenir &
 „ la reconnoissance de ces généreux efforts, ni de
 „ ceux qu'ils ont faits après la mort du Roi d'Es-
 „ pagne Charles II. de glorieuse mémoire. Mes-
 „ sieurs les Etats-Généraux peuvent & doivent
 „ en être convaincus. Il suffira de se bien enten-
 „ dre, & de suivre également des deux côtés les
 „ règles les moins douteuses de l'équité & de la
 „ justice, pour conclure, à la satisfaction reci-
 „ proque, un Traité de Commerce en autant de
 „ semaines, qu'on y a employé jusqu'ici d'années,
 „ sans

vrai que cet Etat intermédiaire sera moins étendu que celui qui y étoit auparavant ; mais cette diminution tourne à l'aggrandissement,

„ sans autre fruit que de voir dépérir de plus en plus un Païs autrefois si opulent,

„ La bonne intelligence, une amitié sincère, & même l'union la plus intime ont subsisté entre les deux parties dans les temps les plus difficiles, sans qu'on ait prétendu contester aux précédens possesseurs des Païs - Bas Autrichiens, un des principaux droits attachés à la Souveraineté inséparable, dans un certain sens, du soin que chaque Prince est obligé en honneur & en conscience, d'employer pour le salut de ceux qui lui sont soumis, lorsqu'il s'agit de les garantir (N. B.) contre l'oppression & la ruine entière qui les menacent, même durant l'administration provisionnelle des Puissances - Maritimes.” Le Ministre Impérial convient ici de la diminution notable des droits d'entrée sur les draps & sur les eaux de vie distillées de grains faites par ces Puissances avant la fin de leur administration provisionnelle ; & cite ensuite l'article 26. du Traité de Barrière en vertu duquel les droits d'entrée & de sortie sur les marchandises venant des Ports des Puissances-Maritimes, dans les Païs-Bas, ou sortant des Païs-Bas vers les Païs des Puissances-Maritimes restoit fixés sur le pied qu'ils avoient été réglés avant la signature du Traité de Barrière, par les Acciseurs des deux Puissances, jusqu'à la conclusion d'un nouveau Traité de Commerce à faire au plutôt qu'il se pourroit.

C'est de cette promesse faite plus de vingt-un ans auparavant dont la Cour Impériale de-

ment, & la sûreté & au profit visible des Puissances - Maritimes.

J'exa-

mande l'exécution, „ pour qu'on ne tarde plus
 „ à réaliser un remède qu'on s'étoit engagé d'ap-
 „ pliquer le plutôt qu'il se pourroit ; d'autant que
 „ l'Empereur n'a été porté à laisser les choses
 „ provisionnellement dans l'état où elles étoient,
 „ qu'en se reposant sur une promesse si solennelle
 „ & sur la promptitude du remède dont on étoit
 „ convenu. Vouloir donner un autre sens à l'ar-
 „ ticle 26. du Traité de Barrière, ce seroit s'é-
 „ loigner tant de la lettre que de l'esprit dudit
 „ article, perdre de vûe la confiance qui doit fai-
 „ re le lien de la Société humaine ; enfin redui-
 „ re les Païs Bas Autrichiens à une condition
 „ si dure, que dans tout ce qui a été stipulé ci-
 „ devant, on aura de la peine à trouver un ex-
 „ emple qui en approche. Ce ne sauroit être
 „ l'intention de Messieurs les Etats - Généraux ;
 „ d'ailleurs ne peuvent-ils pas l'avoir eue, lors-
 „ qu'ils ont eux-mêmes changé chez eux les
 „ droits d'entrée & de sortie qui subsistoient en
 „ 1715. n'étant pas possible de supposer que des
 „ contractans qui ont en vûe de faire un Traité
 „ de Commerce pour le bien commun, & qui
 „ rappellent des articles d'un Traité précédent
 „ tous fondés sur l'équité réciproque, aient seu-
 „ lement songé à porter l'inégalité si loin.

„ On ne fait pas aujourd'hui pour la première
 „ fois cette remarque. C'est à elle que se doit
 „ rapporter tout sujet de dispute qui étoit sur-
 „ venue, & qui se trouve terminée par les mêmes
 „ Traités dont l'Empereur ne peut pas se dispen-
 „ ser de réclamer à présent l'accomplissement.
 „ Il est évident que sans Commerce au dehors, sans

„ celui

J'examine maintenant si la Barrière que je propose de céder en pleine propriété aux Puissances-Maritimes, est moins forte que celle

Parallèle
de l'ancienne Barrière avec

celui du dedans, les Païs-Bas Autrichiens ne peuvent pas subsister, encore moins fournir de quoi satisfaire à tout ce qui a été stipulé par le Traité de Barrière. Il suffit d'être superficiellement instruit de leur état, pour ne pas révoquer en doute une vérité si constante.

Pour éterniser une amitié qu'on reconnoit utile, & même nécessaire, on ne sauroit vouloir l'impossible (N. B.) ni demander tout d'un côté, & ne rien accorder de l'autre; enfin tandis que le fardeau s'est augmenté au double, ôter jusqu'aux moïens de le porter, qui avoient eu lieu, lorsqu'il étoit beaucoup moindre. Tel est néanmoins le triste état où se trouvent réduits aujourd'hui les Païs-Bas Autrichiens. Commerce aux Indes interdit, Dettes infiniment accrues pendant le cours d'une longue guerre, Revenus absorbés par le grand nombre de Troupes qu'on est obligé d'entretenir, Arrérage dans les Finances qui grossit tous les ans, & qui monte déjà à des sommes accablantes; enfin la seule ressource qui restoit pour obvier à tant de maux entièrement tarie. Les Manufactures dépérissent journellement, & sans un prompt remède, c'en est fait. Les plus riches Marchands commencent à se retirer ailleurs. Un grand nombre des meilleurs ouvriers en est déjà sorti faute de trouver de quoi s'occuper, & gagner leur subsistance, d'où s'ensuit la diminution notable des droits sur la consommation, sur l'entrée & sur la sortie, & même celle des contributions ordinaires; & comme la Balance

,, se

celle qu'on propose d'établir, celle que les Hollandois ne possédoient avant la guerre présente, que précairement & au nom d'autrui.

La

„ se trouve depuis longtemps très - inégale , il
 „ est aisé d'inferer , qu'abaissant toujours ce
 „ qui devroit être haussé , & haussant ce qui de-
 „ vroît être abaissé , elle ne peut guères tarder à
 „ être tout à - fait renversée.

„ Les Puissances-Maritimes seroient sans-doute
 „ les premières à blâmer l'Empereur , s'il ne s'em-
 „ pressoit pas à prévenir un événement si fatal.
 „ Il se promet avec confiance de leur amitié , qu'
 „ elles sont toutes disposées à concourir avec lui
 „ dans un soin , qui ne les intéresse pas moins
 „ que le Païs qu'il s'agit de sauver ou de laisser
 „ périr , &c.”

Après le detail de ces griefs , l'Auteur passe aux
 soins qu'il assure que sa Cour se donna , pour en
 obtenir le redressement lors du Congrès de Sois-
 sons , par le Traité de Vienne de 1731. & par
 la nomination de Commissaires pour le Congrès
 d'Anvers , dont il rejette le retardement sur les
 Puissances - Maritimes , & dont il renouvelle , au
 nom de l'Empereur , la demande de la manière
 la plus pressante , ainsi que *l'honneur* , dit-il , &
la conscience y obligent ce Prince.

„ Il doit , ajoute - t - il , ce soin au salut des Peu-
 „ ples qui lui sont soumis , & il ne le doit pas
 „ moins à l'amitié sincère & constante qu'il a
 „ pour les Puissances - Maritimes. Il les requiert
 „ donc le plus instamment qu'il est possible de
 „ se mettre en sa place , & de réfléchir sur les
 „ suites que peut avoir pour leurs propres
 „ intérêts , la ruine totale des Païs - Bas Au-
 „ trichiens & le desespoir de ses habitans (N. B.)

„ Si

La ville d'Ostende n'est-elle pas , quand on se met en état de la bien défendre , la ville la plus inaccessible des Païs-Bas ; & devroit-

„ Si les ovriers continuent à quitter le Païs , &
 „ les Manufactures à baisser à vûe d'œil , quelle
 „ possibilité de trouver les fonds pour les charges y affectées , d'autant plus que bien loin de
 „ diminuer , elles grossissent tous les jours par des
 „ Finances déjà trop excessives ? Il ne resteroit
 „ plus d'autre moien pour y subvenir , qu'en en-
 „ voiant tous les ans de grosses sommes d'argent
 „ des autres Païs héréditaires de l'Empereur ,
 „ pour le besoin des Païs-Bas Autrichiens. Or
 „ où trouve - t - on un exemple , qu'on ait voulu
 „ obliger un Prince ami & allié , à regler les charges
 „ chez lui d'une manière , ou que la possession
 „ d'un Païs lui soit à charge , ou que le Païs
 „ périclite ? Telle ne sauroit donc être l'intention
 „ des Puissances-Maritimes ; mais c'est néanmoins
 „ l'état où se trouvent aujourd'hui les Païs-Bas
 „ Autrichiens ; & l'Empereur croiroit manquer
 „ à l'amitié qu'il a pour elles , s'il ne leur decouv-
 „ vroit pas toute l'étendue du mal , qui , tout
 „ bien considéré , les touche elles-mêmes de si
 „ près.

„ Il s'agit d'y trouver un remède , & ce remède
 „ est aussi aisé à trouver , qu'on a démontré jus-
 „ qu'ici qu'il est indispensablement nécessaire.
 „ S'aviserait-on de croire , que l'Empereur ne
 „ pourroit leur prouver (N. B.) les sentimens
 „ d'amitié & de reconnoissance pour les efforts
 „ employés ci-devant en sa faveur , à moins que
 „ de souscrire à une condition telle qu'on vient
 „ de l'exposer ci-dessus ? Pourquoi ces mêmes
 „ sentimens pouvoient-ils éclatter dans un temps
 „ où

vroit-elle avoir jamais échappé aux Puissances-Maritimes?

„ où les charges des Païs - Bas Autrichiens étoient
 „ beaucoup moindres, d'une manière moins oné-
 „ reuse, ou pour mieux dire, moins ruineuse
 „ pour ce pauvre Païs avant le Traité de Barrière?
 „ Comme il a été dit ci-dessus, les choses
 „ n'ont pas été poussées si loin du temps de leur
 „ administration provisionnelle. Elles sont pour-
 „ tant empirées depuis, puisque Messieurs les
 „ Etats-Généraux ont encore changé chez eux
 „ les droits d'entrée & de sortie au désavantage
 „ des habitans d'un Païs dont la conservation doit
 „ leur tenir si fort à cœur, de sorte que ce qui
 „ a précédé est une preuve démonstrative, non
 „ seulement de la possibilité, mais de la facilité
 „ de concilier un but avec l'autre. On n'a qu'à
 „ recourir au temps où le Commerce de la Re-
 „ publique étoit le plus florissant, & la bonne
 „ intelligence entre deux Païs amis & voisins la
 „ mieux établie, c'est-à-dire, à celui du Traité
 „ de Munster. On s'attachoit alors à la maxime
 „ si juste & si équitable en elle-même *de vivre &*
 „ *de laisser vivre.* On s'empressa à se procurer des
 „ avantages mutuels, & tant qu'on s'y prit de la
 „ sorte, on y trouva également son compte des
 „ deux côtés. Une précaution provisionnelle pré-
 „ vaudroit-elle contre des principes si solides, sur-
 „ tout puisqu'en même temps qu'elle est insérée
 „ dans un Traité, on s'engage par le même Trai-
 „ té à la changer le plutôt qu'il se pourra: Preu-
 „ ve évidente qu'on en reconnut alors la néces-
 „ sité?”

L'Empereur promet en finissant d'envoyer au
 plutôt ses Commissaires à Anvers: ce qui fut

exé-

Dendermonde & Nam sont actuellement
des meilleures Forteresses de l'Europe.

Ann
exécuté, mais ils y furent envoyés avec des
instructions si bornées, que ce Prince mourut,
avant qu'on eût rien réglé aux Congrès d'An-
vers & de Lille.

On ne croit pas faire une grande injustice à
l'Auteur du Mémoire d'avoir voulu indisposer
les habitans des Pais-Bas contre les Puissances
Maritimes, rendre odieux le Traité de leur
Barrière, & sur-tout leur Tarif, & justifier
peut-être contre leurs Garnisons, le préten-
du désespoir des Peuples qu'on étoit, à ce qu'on
dit, obligé à soutenir par l'honneur & par la
Conscience. Qui est-ce qui nous répondra, est-
il donc naturel de demander, qu'après que ces
Puissances se seront épuisées pour procurer à la
Cour de Vienne l'entière restitution des dix Pro-
vinces; on ne renouvellera pas contre nous, con-
tre nos Garnisons, contre notre Commerce, les
mêmes murmures auxquels nous avons été expo-
sés après nous être épuisés pour lui en procurer
l'acquisition? Qui c'est-ce qui nous assurera que
l'alliance qui enhardissoit alors la Cour de Vien-
ne à nous parler avec tant d'aigreur, ne sera ja-
mais renouvelée, au préjudice visible de nos in-
térêts & de notre Commerce? Si dans le temps
que nous étions les maîtres des principales For-
teresses du Pais, on osoit nous parler de la sor-
te, que ne diroit-on pas, que ne feroit-on pas
contre nous, après que nous aurions négligé de
nous y conserver une forte Barrière, pour y met-
tre à l'abri de tout attentat violent & despotique,
ce Commerce & ces intérêts? Donc, il est ab-
solutement nécessaire de nous assurer, par un par-
tage définitif des Pais-Bas & par l'établissement

Anvers est une place très-bien fortifiée; & très-heureusement située pour l'être beaucoup mieux, & à peu de frais. Quelques petits ouvrages à la Citadelle qui y est déjà, une nouvelle Citadelle sous la ville; une circonvallation & un large fossé, ou Canal, qui avec le contour des fortifications qui couvrent le corps de la place, embrassât les deux Citadelles; un fort régulier à la tête de Flandres: Voilà tout ce qu'il faut pour en faire une Forteresse d'une très-longue résistance.

Il est vrai que Liers est peu de chose, & Herenthals encore moins; mais qui ignore que la ville de Liers située sur le confluent de la grande & de la petite Nethe est le lieu de tous les Pais-Bas le plus favorablement situé pour en faire une des meilleures Fortereses du Monde; & que Louis XIV. dont le Conseil s'entendoit certainement en fortifications, avoit résolu d'en faire la première Barrière & le plus fort boulevard des Pais-Bas Espagnols?

Non seulement cette Barrière devenue propre seroit plus forte en elle-même, que la Barrière que nous avons perdue; mais encore, en cas d'attaque, en cas d'irruption hostile, nous pourrions compter qu'elle seroit défendue plus vaillamment que l'autre ne

l'a d'une nouvelle Barrière, des villes capitales, où le desespoir des Peuples dont on nous a menacés dans ce Mémoire, pourroit frapper les plus grands coups contre les Puissances Maritimes.

l'a été. Nos Garnisons garderoient leurs foiers & leurs Dieux Penates ; & où est l'homme qui ne garde pas de meilleur cœur ses Penates & ses foiers, que les foiers & les Penates d'autrui ?

Ajoutez à cela, la contigüité de ces nouvelles acquisitions avec l'ancien territoire de la Republique, la commodité de veiller à leur conservation ; d'y jeter dans les temps critiques, tous les secours nécessaires, sans aucune dépendance de l'approbation ou du consentement d'autrui. En un mot, facilité dans l'établissement de cette Barrière, rien de plus aisé, il ne faut que le vouloir ; utilité de cet établissement, grandes depenses de moins, grands revenus de plus ; sûreté dans la possession tant par rapport à nos amis qu'à nos ennemis ; il y a plus encore, nécessité inévitable d'en venir là, depuis que les François ont réduit tant de belles forteresses en des monceaux de pierres, à moins que nous ne perdions entièrement la Barrière de vûe, & que nous ne livrions par-là à la discretion de nos voisins, notre commerce & notre territoire : Voilà ce qui achève de me convaincre de la justesse de mon Plan à cet égard, quand même plusieurs de mes amis ne m'auroient pas écrit, de même que vous, Monseigneur, que j'ai rencontré d'ailleurs en cela, le goût de la plûpart des Hollandois & de mes compatriotes.

E

La

Intérêt
de la Ville
d'Amster-
dam par
rapport à
la nouvelle
Barrière.

La grande difficulté, je la savois avant qu'ils ne me l'écrivissent, & la voici. Les Provinces-Unies ont pû acquérir plusieurs fois, la ville d'Anvers à titre d'otage, d'engagement, ou même de pleine propriété; mais déterminées par l'opposition constante de la Ville d'Amsterdam, elles ont toujours rejeté une acquisition si importante. Cette ville craint que si la liberté & le commerce étoient rétablis à Anvers, où l'air est plus sain, dont le climat est plus tempéré, où les vivres sont plus abondans, qu'à Amsterdam, elle craint, dis-je, qu'elle qui n'a été peuplée & rendue florissante que par les Essaims des familles persécutées qui cherchèrent dans la Hollande, un asyle contre la cruauté du Duc d'Albe, & contre les armes victorieuses du Duc de Parme, n'eût la douleur de voir ces Essaims reprendre leur vol vers leur ancienne Patrie. Cette transmigration est-elle vrai-semblable? Je crois que non; ou du moins elle n'auroit lieu qu'à l'égard de quelques centaines de familles tout au plus: familles composées de gens qui n'ont ni maisons, ni terres, ni emplois, ni industrie pour en acquérir; familles, par conséquent, plus à charge qu'utiles à la Patrie. Quant aux autres, y a-t il la moindre apparence qu'elles quittassent une des plus superbes villes du Monde, qu'elles abandonnassent leurs ma-

gnifi-

gnifiques Maisons; qu'elles renonçassent à un port si fréquenté, à leurs parens, à leurs amis, aux charges municipales de leur ville, aux premiers emplois de leur Province; pour aller s'établir dans une ville où ils ne sauroient prétendre à ces charges & à ces emplois, qu'après une longue suite d'années ou même de générations, supposé que la religion ne leur donnât pas une exclusion perpétuelle?

Outre qu'il n'est pas naturel de présumer que des Négocians bien établis à Amsterdam, à Rotterdam, à Dordrecht & dans les autres villes riches de la Hollande abandonneroient le cœur de la Republique, où leur commerce ne peut jamais être troublé par des invasions étrangères, où leur domicile est pour toujours à l'abri des vicissitudes des armes, pour transplanter leurs comptoirs, leurs magasins, leurs habitations, leurs familles, sur des frontières qu'on ne peut empêcher, quelque précaution qu'on prenne, d'être de temps à autre, insultées, ou du moins menacées par des voisins mecontents? Ce ne seroient donc que des gens sans feu, sans lieu, sans autre ressource, qui auroient l'imprudence de préférer à un domicile assuré, un domicile moins fixe.

Je veux même que ces transmigrations dussent être plus nombreuses que je ne les

représente ici ; les Messieurs d'Amsterdam sont si accoutumés à faire de grands sacrifices pour le bien de la Republique, ils se prêtent de si bonne grace à tout ce qui peut en augmenter la gloire & assurer la prospérité, que je suis certain qu'ils n'hésiteront pas à sacrifier un aussi petit intérêt que celui-là, au bien public de leurs Provinces, lorsqu'il s'agira d'acquérir à si bas prix, pour couvrir ces Provinces, l'importante Barrière dont j'ai parlé. Les avantages d'un commerce constant & non interrompu par les guerres occasionnées par une autre Barrière, les charges de son entretien dont ils seroient désormais delivrés, les douceurs d'une paix vraisemblablement perpetuelle les auroient bientôt dedommagés d'une perte de cette nature.

S'il est avantageux à la Republique d'être sans Barrière.

J'apprends que quelques Hollandois se sont formés, sur l'article de leur Barrière, un système nouveau, & diamétralement opposé au système suivi de tout temps dans la Republique sur cette matière. Degoutés du mauvais succès de leur Barrière précaire, après les soins & les dépenses qu'elle leur avoit coûté, ils pensent que la Republique ne doit plus entrer dans aucun engagement relatif à une nouvelle Barrière quelle qu'elle puisse être ; qu'elle doit borner ses soins à rétablir son commerce, à remplir le Trésor public, à conserver son territoire, à se met-

tre

tre dans un état convenable de défense contre toute invasion hostile, en un mot dans un état à se faire craindre. & respecter par ses voisins les plus remuans. Système excellent ! Ne contracter aucun engagement relatif à des possessions éloignées & étrangères, ne contracter que des engagements relatifs à son commerce : encore un coup système excellent ; mais qui ne sera tel qu'après l'acquisition de la Barrière que je propose, qui sans lui être onéreuse à aucun égard & sans aggrandir trop ses domaines, lui sera utile par l'augmentation de ses revenus & de ses forteresses, par la facilité qu'elle lui procurera de recruter en Flandres, dans le Brabant & dans la Gueldre, ses Troupes nationales, & sur-tout en ce qu'elle tiendra ses ennemis éloignés de son centre.

Qu'on se rappelle ce que les Etats-Généraux & notre Cour disoient en 1734. que *les Pais-Bas, qui suivant les Traités, doivent servir de Barrière à leur Republique & à la Grande-Bretagne, touchent à cet égard bien plus près à elle & à la Grande-Bretagne, qu'à sa Majesté Impériale & Catholique, quoique Souveraine de ce Pais.* Les intérêts auroient certainement bien changé dans peu d'années, si le destin d'un Pais qu'on regardoit en 1734. comme plus précieux aux Puissances Maritimes qu'à son

Souverain même, leur étoit devenu si indifférent, qu'elles dussent négliger d'en acquiescer & d'en conserver la partie la plus importante, aujourd'hui que l'autre partie leur est devenue comme inutile par la demolition de ses meilleures fortereffes.

Permettez-moi, Monseigneur, d'ajouter à tout ce detail, deux reflexions très-importantes.

La première: C'est que les Puissances-Maritimes ne pourroient, sans s'exposer à de très-grands inconveniens, négliger d'établir le sort des Pais-Bas sur un pied permanent & fixe. La République est environnée de voisins puissans, qui peuvent être tranquilles aujourd'hui, & remuer demain. Les peuples de Flandres & de Brabant remis dans l'état dans lequel ils étoient avant la guerre peuvent tôt ou tard, sous prétexte *de la misere, de l'oppression, du desespoir* dont il est fait dans le Mémoire du Comte de Sintzendorf, un portrait si exagéré, leur fournir d'eux-mêmes ce motif de remuer. Ces Peuples peuvent faire des efforts extraordinaires pour rétablir dans le sein de leurs Provinces, leur ancien commerce & leur ancienne opulence. Ces Voisins, Souverains de ces Peuples ou leurs Alliés, peuvent directement ou indirectement, publiquement ou clandestinement, seconder ces efforts, &

justi-

justifier leur conduite par le Droit naturel, par l'honneur & par la conscience, ainsi qu'on l'a déjà fait. Nouvelle guerre, par conséquent, & si ces efforts réussissent, le commerce des Puissances-Maritimes en souffrira un très-grand échec. Donc, le parti le plus prudent que nous aions à prendre, est de prévenir ce danger qui n'est rien moins que chimérique, en nous assurant de la fidélité de ces Peuples, non pour les tenir dans l'oppression, mais pour entrer avec eux, en les rendant libres, en société d'industrie & d'opulence.

La seconde reflexion est qu'en adoptant mon système, la République des Provinces-Unies acquerroit l'entière Seigneurie de Mastricht: objet très-intéressant pour elle. On fait les fables qu'on fit courir au sujet de cette ville, au Printemps dernier. Seroit-il impossible que ces fables fussent réalisées par un futur Evêque de Liège aussi remuant, que le présent Evêque de Liège est pacifique?

La réunion du domaine utile au haut domaine du Marquisat de Berg-op-Zoom, est une réunion que la République a paru souhaiter, & qu'elle a même offert d'acheter bien cher. Mon Plan la lui procure, & tend, par conséquent, non seulement à fortifier de plus en plus sa Barrière, mais encore à prévenir pour toujours les différends qui peu-

vent faire naître les occasions de l'affoiblir, ou de troubler son repos domestique; & ce repos domestique seroit d'autant plus assuré, que les Parties intéressées dans ces échanges n'y perdroyent rien.

Intérêts
de l'Ele-
cteur Pa-
latin.

L'Electeur Palatin, par exemple, sacrifieroit des Etats patrimoniaux qu'il chérit beaucoup; mais le sacrifice de cette prédilection ne seroit pas sans récompense.

I. Il ne jouit que du domaine utile du Marquisat de Berg-op-Zoom; les Hollandois en possèdent la souveraineté, & y ont droit de garnison. Ce Prince s'affranchiroit avantageusement ailleurs de cette dépendance.

II. La principauté de Sultzbach & le Duché de Neubourg sont trop éloignés des autres Etats de l'Electeur Palatin. Cette situation les expose au ressentiment de voisins puissans, lorsqu'il ne juge pas à propos d'entrer aveuglément dans leurs vûes: Autre sujettion dont ce Prince s'affranchiroit pour toujours. Ces deux Duchés, d'un autre côté, sont fort à la bienveillance de la Cour de Vienne.

III. Au lieu de ces trois Principautés séparées de ses Etats patrimoniaux, l'Electeur Palatin acquerroit un Duché que Charles VI. ceda en 1716. au dernier Electeur Palatin; un autre Duché considérable, & un Comté d'une grande étendue & d'un bon revenu.

Acqui-

Acquisitions qui sont toutes contigües à ses états patrimoniaux, qui, par cette contigüité, deviendroient les uns & les autres beaucoup plus formidables.

IV. Ce Prince termineroit enfin pour toujours ses differends avec la Cour de Vienne, & mettroit lui & ses successeurs en repos de ce côté là. Par cet accroissement de forces, il seroit mieux mis en état d'influer sur l'équilibre de l'Allemagne: Influence convenable certainement au Chef de la plus ancienne famille souveraine de l'Empire.

V. Le credit de cette Cour, de même que les Etats & les revenus de l'Electeur Palatin augmenteroient considérablement dans les cas marqués dans les Articles IV. & V. de la Pacification des Pais-Bas.

VI. J'ai cru devoir menager outre cela une indemnité pécuniaire pour la même Cour, tant pour déterminer d'autant plus aisément l'Electeur Palatin à consentir à ces arrangemens, que pour lui procurer, ainsi qu'il est très-juste de le faire, quelque dédommagement des dégâts causés dans les Pais de sa domination, par les Armées qui les ont traversés, ou qui y ont fait quelque séjour.

VII. Ces arrangemens actuels & ces expectatives seulement possibles, sont d'autant plus utiles à l'Electeur Palatin, qu'ils lui se-

ront assurés; & cette sûreté ne peut lui être mieux confirmée que par l'incorporation de ses acquisitions à l'Empire.

Intérêts
du Corps
Germani-
que dans la
pacifica-
tion des
Pais-Bas.

Si cette incorporation est un article très-intéressant pour la Cour Palatine, elle n'est pas un objet moins essentiel pour le Corps Germanique. La forteresse de Luxembourg est une Clef, une Barrière de l'Empire; cependant elles ne sont pas à sa disposition. Cette Barrière, cette clef ont souvent été au pouvoir de la France, qui peut encore s'en emparer par la force des armes, ou l'obtenir par des Traités, par des achats, par des échanges utiles à la Cour de Vienne. Incorporation très propre à mettre des bornes convenables à l'ambition Frangoise, très-propre à établir de ce côté-là le repos & la sûreté du Corps Germanique sur des fondemens très-solides : voilà les avantages qui resulteront de cette disposition, en faveur de ce Corps en général, & de la Cour Palatine en particulier.

Intérêts
des Pro-
vinces des
Pais-Bas
dans ce
Plan de Pa-
cification.

Il y auroit une injustice criante à oublier dans un Plan de Pacification, les intérêts, le bien-être d'un Peuple qu'il s'agit principalement de pacifier. Les Peuples du Brabant & de Flandres sont ceux dont il s'agit principalement dans les conjonctures présentes de fixer l'état & le bonheur. Examinons si j'ai su concilier ces deux points avec la prof-
pé-

périté de leurs voisins. Je vai rapporter fidèlement ce que j'ai souvent vû de mes propres yeux , ce que j'ai souvent entendu de mes propres oreilles.

Lassés avec assez de raison, ce me semble, car enfin l'impartialité est la première qualité requise dans un Arbitre; lassés, dis-je, de leur état amphibie; c'est-à-dire d'être tantôt Autrichiens, tantôt François, tantôt Hollandois, tantôt Anglois, tantôt Hano-vriens; d'être souvent tout cela ensemble sans être véritablement l'un ou l'autre; lassés de voir leur argent comptant sortir du Pais sans espoir de retour, & d'être épuisés par des Gouverneurs étrangers qui s'enrichissent à leurs depens, & font leur cour au prix de leurs privilèges, témoin le soulèvement arrivé à Bruffelles en 1726. lassés en un mot de vivre sans beaucoup de commerce, sans beaucoup de ressources, & sans beaucoup d'espoir d'un plus heureux avenir; ils souhaiteroient d'avoir un Souverain particulier qui fit toujours sa résidence à Bruffelles, & que le Traité de Pacification générale fixât leur état pour toujours.

L'Archiduchesse Marianne, Epouse du Prince Charles, une des Princesses les plus accomplies de son siècle, rivale de sa sœur par la beauté, par les talens de l'esprit & par les qualités du cœur, réunissoit l'amour des
ha-

habitans de toutes ces Provinces, mais les douceurs de son gouvernement ne remédioient qu'en partie aux griefs des sujets: Griefs étalés avec tant d'emphase dans le Mémoire du Comte de Sintzendorf. Ils n'auroient voulu être qu'à cette Princesse sans dépendre d'autres Cours, dans l'espérance qu'elle auroit donné tous ses soins à la résurrection du plus précieux de tous les biens nationaux, c'est-à-dire, à la résurrection du commerce.

La mort trop prompte de l'Archiduchesse les consterna, mais cette consternation fut bientôt dissipée par l'attention qu'ils furent obligés de donner à la révolution qui ne tarda pas à arriver dans les Pais-Bas. Dès-lors leurs vœux commencèrent à se tourner vers l'Infant Don Philippe, avec une unanimité que je ne croirois pas, si je n'en avois été un des témoins oculaires. Malgré cette unanimité, dont il est constant qu'il ne faut exclure que les familles qui tenoient à la Cour de Vienne par les honneurs, ou par les charges, ou par les bienfaits, je suis persuadé qu'il est indifférent, car l'amour des Peuples a rarement d'autre cause, ou d'autre règle que l'intérêt, aux habitans des Pais-Bas Autrichiens, que ce soit Don Philippe, le Duc de Modène, l'Electeur de Bavière, ou l'Electeur Palatin, qu'on leur donne pour mai-

tre,

tre, pourvû que le Prince qu'on leur donnera, soit véritablement maître, réside chez eux, & soit disposé à travailler à les rétablir dans l'état florissant où ces Provinces étoient autrefois.

Mon Plan de partage ne répond pas aux vœux de ces Peuples, quant aux moïens; mais il y répond quant à la fin. Ils souhaiteroient d'être réunis sous la domination d'un seul Prince; ce projet est impraticable, il est incompatible avec nos intérêts essentiels & avec les intérêts essentiels de la Couronne qui les possède actuellement; mais le partage proposé remplit tous les objets de cette réunion.

Après que la Capitale des Pais-Bas Autrichiens seroit devenue le séjour fixe d'une Cour brillante, elle verroit revivre dans son sein & pour toujours, les arts & les métiers. Toutes les manufactures y reprendroient par conséquent, leur ancien lustre. Toutes sortes de marchandises y auroient un debit aussi abondant qu'elles l'y aient jamais eû.

Par notre établissement en Flandres, nous rendrions les Provinces voisines participantes de notre abondance. Nous profiterions de l'industrie de leurs habitans, ils profiteroient de nos richesses. Une légère émanation de notre commerce, rétabliroit le leur, & le rendroit florissant.

An-

Anvers seroit desormais
& la Capitale de la Province
est proposée par mon
re des arts & de l'industrie
sensiblement son ancien
port seroit plus fréquent
bitans redeviendroient
qu'ils étoient autrefois
seuls tout le commerce
attentifs à le conserver
eux à le faire renaitre
tireroient chez eux un
au profit de ces voisins

Les places de notre
Souveraineté intérieure
Frontière de l'Empire
France, seroient remplies
nisons, qui y repandraient
dantes.

Enfin Bellonne cette
du Genre-Humain, mais
Païs-Bas que des autres
parce qu'ils sont le Theatre
de ses fureurs, s'en
jours ; & une paix per
surée par les intérêts.
Puissances contractantes
que par la foi de leurs
se de la félicité perpé
ces.

deformais une ville d'États,
de la Province dont l'érection
est mon Plan. La liberté, même
de l'industrie, y rameneroit in-
son ancienne opulence. Son
est fréquenté qu'il n'est; ses ha-
ndroient aussi bons négocians
autrefois; & sans attirer à eux
commerce de leurs voisins aussi
conserver dans leurs villes, qu'
renaitre dans la leur, ils en at-
tent eux une partie qui tourneroit
es voisins mêmes.

de notre Barrière, celles de cet-
té intermédiaire, celles de la
Empire ou de la Couronne de
nt remplies de nombreuses Gar-
repandroient des sommes abon-

onne cette Déesse destructrice
main, mais plus destructrice des
des autres Pais de l'Europe,
ont le Théâtre le plus ordinaire
s, s'en éloigneroit pour tou-
e paix perpétuelle, mieux as-
intérêts communs de toutes les
contractantes & co-partageantes,
de leurs Traités, seroit la ba-
té perpétuelle de ces Provin-

J'ai

J'ai dit, plus par les intérêts communs des Puissances co-partageantes, que par la foi de leurs Traités; car alors leur intérêt capital seroit de vivre en repos, de peur de perdre par la guerre & par une ambition demesurée, les acquisitions faites par le Traité de partage. Ce ne seroit ni le Souverain de cet Etat intermédiaire, ni l'Électeur Palatin, ni l'Empire, ni les Puissances-Maritimes qui commenceroient la guerre; le danger ne pourroit donc partir que de la Couronne de France.

Intérêts
de la Fran-
ce dans ce
partage.

L'ambition de cette Couronne seroit assouvie, puisqu'elle auroit une frontière très-belle & très-forte, & reparerait les brèches qui y furent faites pendant la guerre de 1703. & des années suivantes: Ce qui est tout ce qu'il lui faut, & tout ce qu'elle doit chercher. Franchir cette frontière, chercher à l'étendre, seroit une imprudence dont toute l'Europe garante du Traité de Pacification s'empreseroit à la punir. Elle s'exposeroit à un démembrement considérable, & à des dépenses infinies pour un profit très-mince, & pour des acquisitions qui lui seroient enlevées, aussitôt qu'elle les auroit faites; & si ses fautes passées, & les échecs, les pertes, les affronts qui en ont été les suites, ne suffisent pas pour la porter à se contenir dans ses justes bornes, tous les voisins qui l'environ-
nent,

nent , réuniront leurs conseils , leurs tréfors & leurs armes pour lui apprendre à observer religieusement les Traités.

Reflexi-
ons pour
& contre
l'établisse-
ment de
Don Phi-
lippe dans
les Païs-
Bas.

Quel sera donc le Souverain de cet Etat intermédiaire, destiné à fortifier la Barrière des Puissances-Maritimes?

J'en ai nommé deux, ou si cet arrangement ne convient pas, j'indique un nouveau partage.

L'établissement de Don Philippe dans le Duché de Brabant & dans les Comtés voisins a été demandé par les Peuples ; ils le demandent encore. Cet expédient procureroit à la Grande-Bretagne, des facilités pour s'arranger ailleurs. La Maison de Bourbon seroit beaucoup plus traitable sur d'autres articles, si on lui accordoit celui-là ; ce projet a même été goûté par certaines personnes respectables des Provinces-Unies ; mais je ne fais aucun Anglois qui l'ait approuvé. Je pense même qu'il ne doit pas mériter l'approbation d'aucun bon Anglois, ni d'aucun bon Hollandois. Pourquoi ? Parce que céder cet Etat intermédiaire à un Prince de la Maison de Bourbon, ce seroit à peu près la même chose que de le céder directement à la Couronne de France. Or le voisinage immédiat des Puissances-Maritimes avec une Nation remuante, ambitieuse, qui n'a aucun système de politique fixe & déterminé, qui change

er-

enfin c
qu'elle
nistres
ne me
ter les
n'y fau
cessité
tablisse
té, &
endroi
J'ai
aux Pu
transp
Modè
actuel
puisés
cette
plus d
ment.
aire pr
de pre
pautés
pectat
Luxen
curero
puissan
mais e
Modè
Il es
dène é

enfin de principes & de conduite aussi souvent qu'elle change de Ministres, ou que ses Ministres changent de Conseillers ; ce voisinage ne me plait point, à moi qui cherche à jeter les fondemens d'une Paix perpetuelle. Il n'y faut consentir que dans le cas d'une nécessité indispensable, sauf à nous prêter à l'établissement de Don Philippe d'un autre côté, & aux conditions indiquées dans plusieurs endroits de mon Plan.

J'ai donc cru proposer une ouverture utile aux Puissances-Maritimes, en proposant de transplanter dans le Brabant, la Maison de Modène. Elle ne perdra rien à cet échange actuel, ses Etats d'Italie n'étant pas moins épuisés que ceux qui les remplaceroient, avec cette différence que ceux-ci ont beaucoup plus de ressources pour se rétablir promptement. J'y ai ajouté une indemnité pécuniaire propre à mettre la Maison d'Este en état de prendre possession de ses nouvelles Principautés, avec l'éclat convenable. Enfin l'expectative des Duchés de Limbourg & de Luxembourg, & du Comté de Chini lui procureroit, à son échéance, infiniment plus de puissance & plus de credit qu'elle n'en ait jamais eû en Italie, même quand le Duché de Modène étoit réuni à celui de Ferrare.

Il est inutile d'opposer que le Duc de Modène étant un des Alliés les plus intimes des

F

Bour-

Reflexi.
ons sur l'é-
tablis-
ment du
Duc de
Modène
dans les
Pais Bas.

Bourbons, il y auroit peu de différence entre donner cet Etat intermédiaire au Duc de Modène ou à Don Philippe. On répondroit que les Alliances changent avec les intérêts, & que le véritable intérêt de nouveau Duc de Brabant seroit de se tenir étroitement uni avec les Puissances - Maritimes & avec l'Empire, pour se faire, de leur protection, un rempart contre l'ambition François. D'ailleurs, la Maison de Modène a été si souvent la dupe de ses Alliances avec la Maison de Bourbon, qu'il n'est pas à présumer qu'elle soit fort portée à en conclure si-tôt de nouvelles.

La principale utilité de cet arrangement consisteroit dans les avantages considérables qui en résulteroient pour l'Impératrice-Reine, qui se fortifieroit, qui s'aggrandiroit extrêmement dans un Pais, qui lui tient, quoi que disent, quoi que fassent ses Ministres, infiniment plus à cœur que la conservation des Pais-Bas.

Mais en cas que pour des raisons secrètes que je ne puis prévoir, le Duc de Modène refusât de donner les mains à l'arrangement stipulé pour lui; même dans ce cas, je n'ai pas perdu de vûe la sûreté de la République des Provinces-Unies, ni la force de notre Barrière commune. Au contraire, j'augmente cette Barrière, des Chatellenies d'Ath & de Courtrai, & de la Seigneurie de Malines.

Je fais plus, je la couvre d'un bouclier redou-

doutable
reste d
le lot d
moien
Puissan
grandi
Maison
deform

Il ne
la Reine
défini
en rec
ges qu
renvo
nissan
que l'
perme

En
il faut
qui v
ficatio
le vo
est l'
ces P
Tand
Natio
pour
ra po
mes
à l'en

doutable. Et quel seroit ce bouclier? Le reste du Duché de Brabant, qui accroîtroit le lot de l'Electeur Palatin; de sorte qu'au moien de cet arrangement, la Barrière des Puissances-Maritimes seroit couverte, agrandie, protégée par toutes les forces de la Maison Palatine, dont les intérêts seroient désormais confondus avec les nôtres.

Il ne me reste qu'à examiner les intérêts de la Reine de Hongrie, par rapport au partage définitif que je propose, le préjudice qu'elle en recevroit dans les Pais-Bas, les avantages qu'il lui procureroit autre part; mais je renvoie cet examen à une autre Lettre, finissant celle-ci par quelques observations que l'ordre des matières que je traite, ne me permet pas de renvoyer ailleurs.

En premier lieu, c'est un principe dont il faut nécessairement que parte tout homme qui voudra travailler efficacement à la Pacification perpetuelle des Pais-Bas; savoir, que le voisinage des Autrichiens & des François est l'unique cause des fréquentes guerres dont ces Pais sont le Théâtre le plus ordinaire. Tandis qu'ils seront partagés entre ces deux Nations, il n'y aura point de véritable paix pour ces Provinces infortunées. Il n'y en aura point non plus pour les Puissances-Maritimes *plus intéressées à leur conservation & à leur tranquillité, que leur Souverain*

Autres reflexions sur les intérêts des Puissances-Maritimes & de la Reine de Hongrie à l'égard du partage définitif des Pais-Bas.

même. Par conséquent, il est de l'intérêt capital des Puissances - Maritimes d'oter, s'il se peut, pour toujours cette pomme de discorde.

En second lieu, on ne peut oter cette pomme de discorde, qu'en éloignant des Pais-Bas les Autrichiens qui n'y possèdent presque plus rien, ou qu'en en delogeant les François qui sont possesseurs actuels de presque tout. Il ne tient qu'aux Puissances - Maritimes d'en éloigner les Autrichiens par un Traité très-avantageux à la Cour de Vienne même. En deloger les François à main armée est une entreprise sujette à de grandes dépenses & à une aspersión considerable & inutile de sang humain. L'alternative & le choix ne sont pas difficiles.

En troisième lieu, ce Traité utile à la Cour de Vienne l'est plus pour nous, Puissances - Maritimes, que pour toute autre Puissance co-partageante. Notre Commerce dans les Pais-Bas n'y fera plus en danger ; notre Barrière y sera moins sujette à des invasions hostiles ; son entretien ne nous coutera rien. Pour cinq ou six villes que les François retiendront, ils en évacueront à notre profit dix ou douze. Les leurs sont demantelées pour la plûpart, les nôtres sont saines & entières, ce sont d'ailleurs les villes des Pais-Bas dont il nous importe le plus de faire l'acquisition.

En

En quatrième lieu, j'avoue que les conquêtes des François ne tiennent à presque rien ; mais dumoins tiennent-elles à une bataille, & cette bataille, est-on bien sûr de la gagner ? Si nous la perdons, n'empirons-nous pas la condition des Pais-Bas, la nôtre & celle de nos Alliés ?

En cinquième lieu, ces cent-quarante mille hommes qui doivent agir contre eux au Printemps prochain, qui les paiera ? Nous sans-doute. Or les dépenses que nous ferons pour cet entretien, ne feront-elles pas plus considerables, que ne peut être tout le fruit de nos victoires ?

En sixième lieu, en procurant à l'Impératrice-Reine la restitution des Pais-Bas, lui rendrons-nous un grand service ? Ne faudroit-il pas en déduire une Barrière pour nous ; & en faveur de l'Electeur Palatin en deduire au moins le Duché de Limbourg cédé en 1716. à son Prédecesseur ? Avant la revolution, la Cour de Vienne ne retiroit que très-peu de chose des Pais-Bas. Des Gens en charge dans le Brabant & dans le Hainaut m'ont assuré qu'elle n'en retiroit pas deux millions de florins. Tout le reste étoit dévoré par les Gouverneurs, par l'Etat-Major des places, par les Membres des Conseils & par les Receveurs, qui non contents d'absorber les revenus du Souverain, y ajoutoient

nombre d'exactions sur les Peuples. Charles VI. déclara même dans le Mémoire qu'il nous fit présenter en 1737. que ces Provinces lui étoient à charge ; qu'il seroit obligé d'y envoyer pour leur entretien , des sommes des autres Pais héréditaires ; & avec cela son contingent pour l'entretien de la Barrière ne fut jamais païé. Or rendre à la même Cour des Provinces infiniment plus épuisées qu'elles n'étoient alors , encore un coup est-ce rendre à l'Impératrice-Reine un grand service ; & l'acquisition de plusieurs Souverainetés tant en Allemagne qu'en Italie , d'où elle fait retirer de grands trésors en pur profit , ne la dedommageroit-elle point avantageusement du sacrifice qu'elle feroit des Pais - Bas.

En septième lieu , les Anglois & les Hollandois épargneroient non seulement les fraix auxquels la continuation de la guerre présente les engagera nécessairement , mais encore les fraix des guerres futures. Il est vrai qu'ils perdroient le titre de *Trésoriers ordinaires de l'auguste Maison* , qui leur a été donné par un Auteur qui est fort dans les intérêts de l'Impératrice - Reine (a) ; mais ce titre est accompagné de si peu d'émolumens , que je ne présume pas qu'ils en regrettaissent la perte : Ce qui n'empêcheroit pas , au reste ,

les

(a) L'Auteur de la *Cryse de l'Europe* en 1743.

les Pul
de Vi
s'agiro
Puissan
les eff
de Bo
Les
Evêq
de Pa
font p
pourq
Qua
dans la
venabl
Provin
ger de
Pacific

Post

JE vie
Har
que la
évacue
Bas , &
ne , qu
que la
lippe ,
Versail
Grand
mandé
Et à
poufer

les Puissances-Maritimes d'accorder à la Cour de Vienne des subsides abondans, lorsqu'il s'agiroit de maintenir l'équilibre entre les Puissances & la liberté de l'Europe contre les efforts réunis des Princes de la Maison de Bourbon.

Les arrangemens favorables au Prince & Evêque de Liege, & stipulés dans mon Plan de Pacification générale des Pais-Bas, ne sont pas sujets à beaucoup de difficultés; c'est pourquoi je les passe sous silence.

Quant à la translation du Congrès de Breda dans la ville d'Utrecht, elle m'a paru convenable; puisqu'il convient très-fort qu'une Province pacifique ait le plaisir de voir menager dans son sein, l'heureux ouvrage de la Pacification générale.

Post-Scriptum du 1. Fevrier 1747. N. S.

JE viens de lire dans la Gazette Hollandoise de Harlem du 21. Janvier, N. S. article de Paris, que la Cour de France pourroit bien consentir à évacuer tout ce qu'elle a conquis dans les Pais-Bas, & à le ceder au Prince Charles de Lorraine, qui en seroit déclaré Souverain, à condition que la Cour de Vienne cedât en Italie à Don Philippe, un établissement, par lequel les Cours de Versailles & de Madrid entendent sans-doute le Grand-Duché de Toscane qu'elles ont déjà demandé pour ce Prince.

Et à condition aussi que le Prince Charles épouserait une des Dames de France. L'Au-

L'Auteur de ce projet n'est porté ni pour la Maison de Bourbon & pour la Couronne de France, ni pour les Puissances-Maritimes & pour la Republique des Provinces-Unies en particulier, quoique son projet soit très-conforme aux inclinations des Habitans des Provinces dont il s'agit.

Un Prince de la Maison de Lorraine devenu Souverain des Pais-Bas, ne manqueroit pas de fomenter la repugnance des Lorrains pour leur nouveau Gouvernement & leur envie de rentrer sous la domination de leurs anciens Princes ; & son voisinage de la Lorraine fourniroit à ce Souverain, cent occasions de profiter de ces sentimens, pour faire revolter la Lorraine.

Cette Maison forme des prétentions sur la Couronne de France, & n'attend depuis plusieurs siècles qu'une occasion favorable pour les faire valoir. Son aggrandissement, son voisinage, mais plus que tout cela son alliance avec la Maison de Bourbon, lui faciliteroit les moyens de les faire revivre en tems & lieu, avec succès.

D'un autre côté, par cet arrangement, les Puissances-Maritimes seroient sans Barrière.

Et de plus, il seroit à craindre qu'un Souverain des Pais-Bas Gendre du Roi de France & frère de l'Empereur ne se prévalût de la protection des Cours de Vienne & des Versailles, pour se procurer non seulement la restitution des parties du Brabant & de Flandres, cedées aux Hollandois, mais encore la réunion entière de dix-sept Provinces qui ont appartenu à la Maison d'Autriche. Inconveniens auxquels les Puissances-Maritimes & en particulier les Hollandois ne pourroient ce me semble, s'exposer sans imprudence.

